

masses

SOCIALISME ET LIBERTÉ

15 Mars 1946

15 fr.

Mensuel N° 2



ARRIBA ESPAÑA!

80ph09

masses

SOCIALISME ET LIBERTÉ

15 Mars 1946

15 fr.

Mensuel N° 2



ARRIBA ESPAÑA!



SUSPENSION

Texte et dessins
de Jean CARLIER

« L'audience est suspendue... »
Récration pour un monde de bavards réduits au silence pendant deux heures. Ils se rattrapent...

Au banc de la Presse, affalé contre un portant, Géo London ouvre un œil : « Pas trop tôt ! »



Il note un état d'âme...



et s'affaisse à nouveau.

Occupant les deux places suivantes, Pierre Bénard souffre visiblement. Si la Justice est pour Géo, soporifique, elle reste pour lui sudorifique. Sa nuque, copieux magasin à vivres pour une douzaine de sangsues adultes, a pris des teintes paroxystes.

Curieux état de grâce pour trousseur un pamphlet.

« Oh ! celui-là ! Quel salaud !... Et celle-ci, mais c'est une folle ! D'ailleurs ça se voit !... Regardez-moi ces yeux d'hystérique ! Quand on pense que tout ça sort de Drancy !... »

La tendre Madeleine Jacob s'en donne à cœur joie... fortissimo. Et tout ce qui, de près ou de loin, a collaboré évite soigneusement son champ visuel, car si l'accusé n'est pas toujours coupable, le coupable n'est pas toujours accusé.

On lui demandait quelle serait, selon elle, la sanction la plus adéquate pour l'académicien Abel Hermant : « Oh ! moi... lança-t-elle, je l'écraserais entre deux dictionnaires. »

O douceur féminine... Madeleine est d'ailleurs très sollicitée.

Un de « ces Messieurs de la défense » s'en approche en louvoyant et abandonne sa



d'AUDIENCE

belle sérénité pour un bruyant enthousiasme :

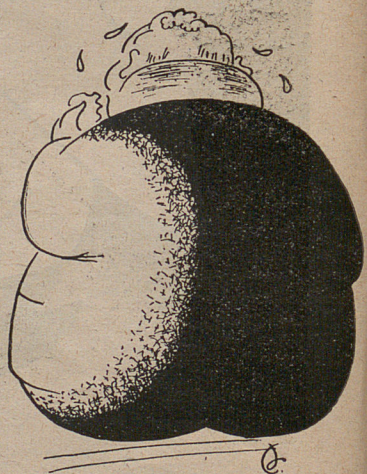
« Quelle verve ! Quel talent ! Je ne manque jamais une seule de vos chroniques !... (et, sur le ton de la confiance) : Dites-moi, vous me citez aujourd'hui dans votre papier. Mon nom s'écrit D...U...DU...P...O...N...T...PONT... DUPONT... Alors c'est promis... Vous serez gentille... » Le tout avec un sourire...

« Arno Breker ! » claironne Géo London, les mains en cornet. Il en veut à une des vedettes du barreau qui vient traîner dans les parages un nom qui s'est déjà illustré dans la sculpture et la réputation d'un ancien ami intime du kolossal sculpteur allemand.

Jean Oberlé, par-dessus ses lunettes, croque une avocate et conseille à sa voisine, jeune dessinatrice, de consacrer sa vie à l'Art et à l'Amour.

En voilà deux qui savent « s'absenter » du cadre...

« Messieurs... La Cour !... »
Chacun se lève avec plus ou moins de conviction...
« Qu'elle entre... » lance Géo London sans se déranter...



Pierre BENARD

Socialisme

Directeur : René LEFEUVRE
15, Rue de la Huchette — PARIS (5^e)

MASSES

Revue mensuelle N° 2

et Liberté

ABONNEMENTS : 6 N° 80 fr. — 12 N° 144 fr.
24 N° 280 fr. — C. C. P. 633-75 Paris

Après le départ du Général de Gaulle

Par EDOUARD LIÉNERT

Le départ du général de Gaulle marque la fin de la période héroïque, faite de misère et de grandeur, de combat pour la restauration de la France dans sa souveraineté. La grandeur a disparu, l'enthousiasme de la libération s'est éteint, le danger couru est oublié, mais la misère est restée. C'est-à-dire, des ruines, la disette, le marasme industriel et les difficultés financières.

Le peuple français se trouve aujourd'hui devant une tâche ingrate et sans panache, celle de la reconstruction, mais qui demande néanmoins du courage, de la volonté, de l'abnégation, de la persévérance.

Ces vertus ne s'insufflent pas par des discours et des exhortations. Elles naissent d'un climat favorable, fait avant tout de confiance à l'égard des dirigeants.

Or, les Français perdent peu à peu confiance dans les leurs. L'indifférence qui a accueilli le départ du général de Gaulle montre qu'il avait usé en partie sa popularité au contact des réalités décevantes de l'après-guerre. Le scepticisme qui se manifeste envers les mesures prises par son successeur prouve que la désaffection atteint les équipes politiques en général. Certes, j'amaï les Français n'ont été aussi organisés — partis, syndicats, associations diverses — groupent des millions de membres, mais ils semblent avoir perdu en combattivité ce qu'ils ont gagné en discipline. Un désanchantement se fait jour dans tous les milieux, l'invincible sensation que le régime d'avant-guerre se trouve restauré dans son impuissance.

Le Plan Philip

Comme toujours, le jugement populaire comporte une part d'injustice à l'égard des gouvernants. En effet, ceux-ci se heurtent à des difficultés matérielles issues de la guerre, de la défaite, de l'occupation qu'aucun gouvernement ne pourrait résoudre sans délai. Car il n'en est pas qui serait en mesure d'assurer un ravitaillement normal sur une récolte grandement déficitaire, de remettre l'industrie en marche avec le manque de charbon, d'assurer la reconstruction sans matières premières en suffisance et d'équilibrer le budget en pleine période de marasme.

Mais le peuple français supporterait sans doute plus vaillamment les privations s'il avait le sentiment d'être dirigé avec énergie et continuité, surtout si les

mesures prises avaient ce caractère audacieux et radical qu'il attendait de la part des partis actuellement au pouvoir.

A cet égard, le plan Philip n'est-il pas décevant ? Après un bilan présenté sous un jour particulièrement sombre, on était en droit d'attendre des remèdes quasi-révolutionnaires. Or, le plan s'inspire, pour réduire le déficit budgétaire, des concepts financiers les plus orthodoxes : augmentation des impôts de consommation, relèvement des prix de matières premières de base, comme le charbon et l'essence, ainsi que les tarifs de transport, taxes à la production majorées, etc. toutes mesures aboutissant inévitablement à l'augmentation du coût de la vie. Une fois de plus, la masse des obscurs et des sans grade a conscience d'être condamnée à faire les frais de l'opération.

Certes, des sacrifices sont nécessaires, encore faut-il qu'ils soient requis avec quelque équité. On ne fera jamais admettre aux travailleurs qu'il est juste de bloquer leurs salaires, tandis que s'édifient impunément par la spéculation et le négoce illicite des fortunes scandaleuses ; que leur train de vie doive encore être réduit, alors que le marché noir assure aux privilégiés toutes les possibilités de bien vivre, qu'ils doivent accepter sans amertume de nouveaux impôts, tandis que la fraude fiscale est pratiquée à grande échelle par les trafiquants de toutes espèces au vu et au su de tous.

Pourquoi l'actuel ministre des Finances a-t-il renoncé aux mesures préconisées par son parti du temps de son prédécesseur, notamment le blocage des comptes ?

La proximité des élections empêchait-elle de tenter une expérience d'envergure, celle-là ou une autre ? Soit. Que la Chambre alors se consacre activement à la rédaction et au vote de la nouvelle constitution et que l'on procède au plus vite à de nouvelles élections.

Le Gouvernement d'Assemblée

Mais le départ du général de Gaulle porte encore en soi une signification importante. L'effacement devant les partis de la personnalité illustre, non seulement sanctionne la prédominance de l'Assemblée sur l'Exécutif, elle assure encore le succès — pour l'immé-

diat — du concept de concentration des pouvoirs sur celui de partage des pouvoirs.

Quels qu'aient été les motifs personnels qui ont dicté à l'ancien Chef du Gouvernement Provisoire sa décision de retraite, il est certain qu'un différend fondamental le séparait des partis de la majorité sur la conception gouvernementale. Le général de Gaulle exigeait l'indépendance du gouvernement à l'égard de l'assemblée une fois le programme approuvé et le budget voté. Autrement dit, il prétendait conserver à l'exécutif le libre choix des moyens pour l'accomplissement du programme, quitte à rendre des comptes à la fin de son mandat.

Or, le départ du général de Gaulle a laissé le champ libre aux partisans du gouvernement d'assemblée. La future constitution nous promet une Chambre unique, désignant le Chef du Gouvernement dont les ministres seront responsables devant elle et prolongée par des commissions permanentes exerçant une surveillance continue sur les ministères correspondants. La seule disposition qui mettait pratiquement un frein aux prérogatives de l'Assemblée — l'obligation de se dissoudre en cas de crise ministérielle — a été abandonnée. Son omnipotence, c'est-à-dire celle des partis, paraît donc assurée.

Cette victoire — d'ailleurs involontaire — de l'Assemblée constituée, à notre sens, un pas de plus vers la déchéance du parlementarisme. N'est-il pas remarquable que, quinze jours après le départ du Général de Gaulle, le nouveau Gouvernement ait dû recourir à une procédure qui s'apparente, dans une certaine mesure, à celle des décrets-lois?

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement d'assemblée, tel qu'il se présente dans les projets de la future constitution, n'apporte pas de solution au problème essentiel que le régime parlementaire posait avant la guerre déjà d'une façon impérieuse par son impuissance, son incohérence, ses crises ministérielles répétées. A savoir : assurer une stabilité gouvernementale suffisante pour permettre à un ministre d'entreprendre une tâche de longue haleine, de s'attaquer à un problème difficile, d'oser une initiative audacieuse, avec l'assurance de pouvoir mener l'entreprise à son terme et le contrôle parlementaire, à échéance déterminée, sauvegardant en fin de compte la prédominance de la volonté populaire.

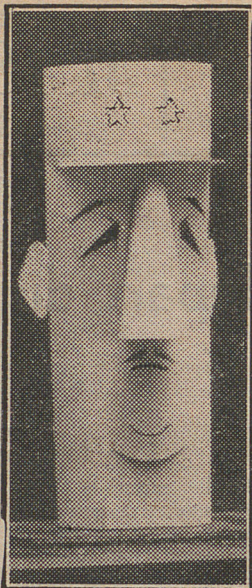
Ce problème, c'est celui de la synthèse de la liberté et de l'autorité sans laquelle il n'est pas de démocratie viable de nos jours. Faute de pouvoir le résoudre, le régime parlementaire court inévitablement à sa perte.

La France sans politique extérieure

Enfin — et c'est peut-être l'aspect le plus significatif de l'événement — le départ du général de Gaulle marque la faillite de la « politique de grandeur », qui n'était d'ailleurs que le vain décor de la politique d'équilibre que son gouvernement s'efforçait de mener entre les pays anglo-saxons et l'U.R.S.S.

Avant la guerre déjà, la France était incapable de pratiquer une politique extérieure autonome, comment le pourrait-elle aujourd'hui sans armée, sans argent, sans prestige? Et n'est-ce pas une nécessité pour elle, comme pour les autres nations de second ordre, de rechercher l'appui d'une puissance mondiale?

Or, en décidant la réduction massive du budget



de l'armée, le gouvernement Gouin a certes renoncé implicitement à la politique de grandeur et, par là même, à la politique d'équilibre ; mais il n'a pas su ou pas pu en adopter une autre.

Cette situation ne comporte pas seulement de graves inconvénients en ce qui concerne les problèmes internationaux, elle se répercute encore dangereusement sur la situation intérieure du pays. Tant il est vrai que, dans la période actuelle, et surtout dans le cas de la France, la politique extérieure est décisive pour le sort de la nation.

La France, on le sait, a un besoin impérieux de concours de l'étranger, et il n'est pas à démontrer que l'aide qui lui sera fournie dépendra essentiellement de l'orientation de sa politique étrangère.

La passivité actuelle du gouvernement français dans ce domaine, se justifie d'autant moins que la situation internationale n'est nullement défavorable à une expérience socialiste en France. Alors qu'en 1936, le gouvernement Léon Blum se voyait entouré de pays fascistes ou réactionnaires, et que la menace de guerre planait sur l'Europe, le gouvernement Félix Gouin a vu le jour dans une Europe pacifiée — au moins pour un certain nombre d'années — et où les socialistes sont au pouvoir dans maint pays.

Dans ces conditions, n'était-on pas en droit de penser que le premier soin d'un gouvernement à direction socialiste en France serait de s'efforcer d'établir une collaboration intime avec les gouvernements socialistes étrangers? On sait que rien de tel n'a été entrepris. En particulier, et malgré les liens d'affinité qui unissent le parti S.F.I.O. au Labour Party, le gouvernement Félix Gouin n'a pas osé tenter un rapprochement avec Londres.

Une telle attitude serait inexplicable si elle n'était dictée par des considérations de politique intérieure. En fait, le gouvernement actuel est prisonnier d'une majorité parlementaire dont la stabilité repose sur un compromis excluant toute orientation nette de la France sur le plan international. Toute initiative — qu'elle soit d'ailleurs dirigée vers Londres, Moscou ou Washington — risquant de briser l'entente des trois partis gouvernementaux, viable seulement dans la passivité.

Cette situation n'est pas exceptionnelle dans l'histoire du parlementarisme français décadent. La longue suite de renoncements des gouvernements d'avant guerre devant l'expansion hitlérienne en fournit une illustration édifiante. N'était-ce pas le plus souvent par crainte d'une opposition dangereuse, de droite ou de gauche, ou pour ménager un élément de la majorité, que le gouvernement hésitait à courir le risque d'une décision énergique et se résignait finalement à l'inaction?

Avec ces méthodes, la III^e République est allée au désastre. En édifiant la IV^e, ne fallait-il pas s'efforcer d'abord d'éviter les tares de la précédente? Ou bien la démocratie en France devrait-elle être synonyme d'impuissance?

La France dans le Monde

par Edouard NÉVAL

LES difficultés intérieures de notre pays ont rejeté au second plan, loin derrière nos soucis quotidiens, l'intérêt des français pour les questions de politique étrangère.

Il convient de réagir contre cet état d'esprit puisque jamais encore l'interdépendance entre la politique intérieure et extérieure d'un pays n'a été aussi étroite, et il n'est pas osé d'affirmer que si dès la libération, la France avait eu une doctrine en matière de politique internationale, elle aurait pu, sinon totalement, du moins en partie, éviter les difficultés qu'elle traverse actuellement.

La reconstruction du pays et son relèvement économique, la préservation de nos positions dans le monde comme l'aménagement de notre sécurité, ne trouveront de solutions satisfaisantes que dans le cadre d'une collaboration internationale suscitée et maintenue par une politique étrangère dynamique, consistant dans l'adaptation de nos moyens et de nos aspirations aux nouvelles réalités d'après guerre.

Au lieu de cela, pendant qu'un monde nouveau était en gestation, le gouvernement provisoire se manifestait soit par des protestations platoniques, soit par des discours à caractère velléitaire.

Le pays doit beaucoup à l'homme qui, pendant cinq ans, a incarné la volonté de résistance et l'espoir de tout un peuple opprimé, mais les qualités mêmes qui ont élevé le général de Gaulle au rang de « symbole » allaient le desservir plus tard dans son rôle de chef de gouvernement. Se complaisant dans le domaine des abstractions, le général de Gaulle a fait à l'extérieur une politique de prestige qui a créé à l'étranger l'impression que la préoccupation essentielle de la France était de reconquérir son ancienne position militaire — même au risque de compromettre son relèvement économique — politique qui devait fatalement aboutir à l'isolement.

Cette impression était encore aggravée à l'Occident, où on soupçonnait notre gouvernement de vouloir exploiter le traité d'alliance qu'il avait conclu avec l'U.R.S.S. pour obtenir le maximum de concessions à l'Ouest.

Ce climat de méfiance, qu'il aurait fallu à tout prix éviter, est à l'origine de bien de nos difficultés, et entre autres des pénibles incidents au Moyen Orient.

Que ces idées aient bien été celles du général de Gaulle ou qu'au contraire, il ait eu plutôt le désir de faire respecter son pays et le souci d'établir à l'extérieur un système de sécurité vis-à-vis de l'Allemagne, là n'est pas la question, seul le résultat compte.

Déjà, entre les deux guerres, la France s'était épuisée à jouer un rôle hors de proportion avec sa puissance réelle. L'entretien d'une grande armée absorbait le plus clair des ressources du pays, ce qui entraînait l'abandon de tout progrès industriel, économique ou social. Le désastre de 1940 révéla au pays stupéfait, que la France ne possédait que l'apparence de la force ; mais il ne semble pas que ce rappel brutal à l'ordre ait beaucoup appris à nombre de nos dirigeants.

A la perte de substance que nous avons subi du fait de l'occupation, des pillages nazis, des dévastations de la guerre et des pertes en vies humaines, — ces dernières irremplaçables — il faut ajouter le handicap que représente notre retard industriel et technique, retard que les années d'occupation ont encore approfondi.

La dernière guerre a mieux fait ressortir que la précédente, ce qu'il fallait pour être une grande puissance.

Des territoires immenses, une population nombreuse, l'indépendance économique et une industrie puissante que renouvelle sans cesse le progrès technique. Il serait fou pour notre pays qu'il s'enferme dans la vision mesquine d'une politique nationaliste et impérialiste, l'erreur serait cent fois plus grave que celle commise après la guerre de 1914-1918.

Les deux Blocs Impérialistes

Le monde d'aujourd'hui est dominé par deux colosses : les États-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, états-continent disposant d'une quasi-indépendance économique et d'un dynamisme qui caractérise les empires naissants.

La Grande-Bretagne qui fait partie des Trois-Grands, n'est pas à proprement parler une très grande puissance à l'instar des Deux-Grands. Sa position d'État dirigeant est due au rôle éminent qu'elle a joué pendant la guerre, plutôt qu'à sa force réelle. Sa situation est toutefois grandement meilleure à la nôtre, malgré un appauvrissement général, si on considère les progrès de son industrie qui a bénéficié de l'effort de guerre et l'apport militaire et économique que représentent ses alliés naturels du Commonwealth britannique. Mais dans l'ensemble, et excluant les données de conjoncture, la position de l'Angleterre est plutôt comparable à celle de la France qu'à celle de ses grands partenaires.

Les Trois-Grands qui ont gagné la guerre, unis contre le danger commun, entendent à présent régenter le monde en le partageant en zones d'influence et de domination. Cette politique de puissance aiguise leurs contradictions et les oppose les uns aux autres.

Les méthodes employées varient suivant qu'il s'agit de l'impérialisme classique de la Grande-Bretagne, de l'impérialisme économique des U.S.A. ou de l'impérialisme politique de l'U.R.S.S. La paix pour laquelle le monde tremble, n'est plus la paix entre anciens adversaires, mais la paix entre alliés !

Afin de mieux défendre ses intérêts et de conserver ses positions, la Grande-Bretagne, en l'absence de la France son alliée naturelle, a rejoint les U.S.A., se rendant parfaitement compte que sa faiblesse relative l'empêchait de faire cavalier seul, ou de pratiquer une politique d'équilibre entre les Deux-Grands.

Nous nous trouvons aujourd'hui en face de deux blocs antagonistes, animés par la volonté de puissance, dont les intérêts s'opposent sur tous les points du globe : Europe centrale, Méditerranée, Moyen et Extrême-Orient. C'est autour de la rivalité de ces deux blocs que se polarise l'ensemble de l'activité politique internationale.

Un Front des Démocraties

Une telle situation sans contre-partie est un constant danger pour la paix. Nous disons bien : sans contre-partie, puisque l'existence de l'organisation des Nations Unies, actuellement fondée sur le principe de la souveraineté intégrale de ses membres et dont

(Suite en page 18)

LA SYNARCHIE

complot permanent contre

LA DÉMOCRATIE

par Simon RUBAK

À en croire les divers documents parus sur « la Synarchie » ou « Complot Synarchique » ou plus exactement « Mouvement synarchique d'Empire » (M.S.E.), il s'agirait là d'une société ultra secrète fondée en France en 1922, et composée principalement de hauts fonctionnaires des grandes Administrations publiques (en particulier des Finances), de techniciens émérites (notamment d'anciens Polytechniciens) et aussi de quelques grands industriels, de quelques personnalités politiques, d'économistes et d'intellectuels. Quelques représentants des grands groupes bancaires y figureraient également.

Cette société aurait pour but, une transformation complète de la structure sociale économique et politique du monde, et par conséquent, sur le plan national, une réorganisation de la France et de son Empire. Son premier objectif serait la prise du pouvoir. Ses moyens consisteraient essentiellement en une main-mise d'abord occulte sur les « leviers de commande » de la nation, soit en s'affiliant les personnalités déjà placées à ces postes, soit en faisant supplanter, par des membres sûrs, les personnalités réfractaires à l'affiliation.

D'après ces données générales, le « Mouvement synarchique d'Empire » s'apparenterait, en somme, à tous les autres mouvements, rassemblements ou partis, puisque tous ont, plus ou moins, des projets d'organisation internationale et de réformes de la structure intérieure de la France, et que tous désirent accéder au Pouvoir pour réaliser leurs programmes et tentent d'avoir des hommes à eux, des partisans, aux rouages essentiels de la nation, voire du monde. Et, de même que chacun des partis ou mouvements politiques, le « Mouvement synarchique d'Empire » se différencierait des autres par sa structure, sa clientèle, sa doctrine ou son programme.

Cependant, ce qui donne au M.S.E. une physiologie singulière, c'est d'abord son atmosphère carbonariste et conspirative, l'originalité de ses méthodes de recrutement, sa préférence pour les actions occultes et les influences secrètes, et, d'une manière générale, l'impénétrable mystère dont il s'entoure ; mais c'est aussi et surtout le fait lui-même de l'existence et de l'ampleur de cette organisation qui est assez remarquable. Car les mouvements conspiratifs, lorsqu'ils deviennent menaçants par leur portée ou leur multiplicité, sont des symptômes très caractéristiques soit d'un régime mal assuré, ou assuré par la force, soit d'une instabilité sociale qui fut et reste le cas de la France depuis la première guerre mondiale.

En soi, il n'y aurait rien d'extraordinaire — sinon que l'entreprise pourrait paraître assez puérile, —

qu'un certain nombre d'anciens élèves des grandes écoles (en particulier « Sciences Morales et Politiques » et Polytechnique), décident de dépasser les buts d'entraide et de solidarité d'une association d'ex-étudiants pour essayer de se hisser collectivement aux meilleures situations du pays.

Cela ne devient inquiétant que lorsque une telle association romanesquement mystérieuse se mue en un complot périlleux pour le régime, ce qui signifie que le régime est vulnérable à un tel genre de complot.

La genèse du complot

En face d'une organisation de jeunes hommes issus de la bourgeoisie, pourvus des plus hauts diplômes qu'un pays de grande civilisation puisse décerner, imbus de compétence, animés d'un esprit d'autorité qu'on leur a délibérément inculqué, conscients de leur supériorité certaine sur la plate bourgeoisie d'argent et sur le personnel ministériel de la III^e République, décidés, enfin, à faire valoir leurs ambitions, que voyons-nous en effet ?

D'une part, des cascades de gouvernements mettant, par contraste, en valeur la stabilité des hauts postes administratifs et techniques, au point que les réels détenteurs du pouvoir exécutif ne furent pas les éphémères ministres à responsabilité politique purement formelle, mais bien les chefs inamovibles des grands services d'État. On conçoit que ces chefs ou aspirants chefs puissent ardemment rêver d'un régime politique stabilisé et incontrôlé où ils prendraient en titre et en droit, le pouvoir qu'ils exercent en fait.

D'autre part, une profonde évolution du régime économique passant d'un capitalisme formé de patrons concurrents à un impérialisme dominé par les consortiums et les grosses sociétés anonymes. Or, dans ces sociétés et dans les entreprises qu'elles gèrent, la parole n'appartient pas aux fournisseurs de capitaux qui ne sont qu'une masse de petits porteurs, mais à des Administrateurs dont l'action repose sur une certaine compétence, et à des Directeurs de production offrant la garantie de diplômes impressionnants.

N'est-il pas fatal que ces Directeurs et Administrateurs en soient venus à considérer, d'une part les détenteurs de capitaux, d'autre part, le personnel d'exécution, comme un « vulgum pecus », dont ils seraient les maîtres ? Et, là encore, à affirmer en titre et en droit leur supériorité de fait ?

Enfin, depuis près d'un demi-siècle, les professeurs d'Économie Politique enseignent que le Profit n'est pas l'appropriation d'une plus-value issue de l'exploitation capitaliste du prolétariat, comme le

soutiennent les marxistes, mais qu'il est avant tout la juste rémunération de ces « metteurs en œuvre » que furent, jadis, les patrons capitalistes. Or, ces leçons ont été données précisément à ces élèves des Hautes Écoles à qui les capitalistes sont tenus de faire appel pour mettre en œuvre leurs capitaux. N'est-il pas évident que ces nouveaux metteurs en œuvre devaient songer à vouloir à leur tour que le Profit devienne leur juste rémunération ?

Ainsi : prise du pouvoir politique, prise du pouvoir financier, prise de direction de la production et même de la consommation, appropriation du Profit, telles sont les ambitions de ces hauts fonctionnaires, bureaucrates et directeurs techniques. La Synarchie est venue conférer à ces ambitions l'efficacité que donne toute organisation à une tendance latente.

La plupart des publications et des enquêtes journalistiques sur la Synarchie ont trait aux agissements de cette société, à certains « faits troublants » qu'on lui impute, ou révèlent des noms notoires d'affiliés. Dans ce domaine, faute de documents irrécusables et étant donné le mystère bien gardé de cette association secrète, il est avantageux de fournir des précisions. Le système même du complot qui consistait à compter sur des hommes à leur insu, permet d'étendre les suspensions jusqu'à l'abus. Enfin, la plupart des organisations plus ou moins créées par feu Jean Coutrot et très certainement destinées à recruter des affiliés, offrent plus l'occasion de compromettre des personnalités que de déceler des synarchistes.

Ce qui est, en un sens, plus évident, c'est que, pour qu'une poignée de synarchistes ait tenté — et peut-être réussi — à s'emparer du pouvoir, trois conditions au moins étaient nécessaires : la décadence de la bourgeoisie classiquement capitaliste, la carence d'autres candidats au pouvoir, et enfin un état social transitoire dans lequel la puissance des détenteurs de « leviers de commande », égale ou dépasse la puissance des détenteurs de capitaux.

C'est pourquoi, s'il ne faut pas grossir la Synarchie au point d'en faire un épouvantail et un bouc émissaire, il n'est pas inutile d'en déceler les conditions d'écllosion, de reviviscence et de développement, d'en mesurer la puissance possible, d'en connaître les méthodes, les programmes, l'orientation.

Naissance et développement

Le M.S.E. (Mouvement Synarchique d'Empire) fut, semble-t-il, lié, dans ses débuts à des sectes ou sociétés d'occultisme soumises à des rituels, d'où viendraient une certaine philosophie et une atmosphère de mysticisme. Son premier milieu d'élection fut Polytechnique dont, traditionnellement, les élèves et anciens élèves, sous la garantie de serments solennels, entretenaient un esprit de corps et s'entraidaient pour l'obtention d'emplois honorables et fructueux.

Fondé en 1922, sous l'impulsion probable du fascisme italien — lequel développa dans de nombreux pays de redoutables associations secrètes et terroristes — le M.S.E. semble végéter durant les douze premières années de son existence.

En 1934, l'ex-polytechnicien Jean Coutrot en apparait l'animateur. Il écrit et répand une doctrine confuse : « L'Humanisme Économique » dans laquelle le fascisme perce sous un camouflage de bonnes intentions. Il anime des groupements tels que le Centre d'Études des Problèmes Humains, le Centre Polytechnicien d'Études Économiques issu d'X-Crise fondé en 1930, il utilise les Décades du Pontigny pour y tenir des Journées d'Études des Problèmes Humains, il utilise le Centre National de

l'Organisation Française pour y tenir des Journées d'Études des Administrations Publiques, il devient en 1936, l'organisateur du « brain trust » du ministre Spinasse et fait créer, au Ministère de l'Économie Nationale un Comité d'Organisation Scientifique du Travail. Il crée en 1937, l'Institut de Psychologie Appliquée, etc...

Toutes ces organisations ne peuvent pas être considérées comme des filiales du M.S.E. En elles-mêmes, c'étaient, comme l'indiquaient leurs titres, de véritables rassemblements d'études, où se concentraient parmi quelques personnages douteux, de nombreux hommes de valeur et d'authentiques savants. Mais Coutrot et ses conjurés y choisissaient ceux qu'il convenait d'affilier à leur Mouvement, ceux qu'ils espéraient manœuvrer, ceux enfin qu'ils devaient ou « neutraliser » ou torpiller. Car, telle était (est encore, peut-être) la méthode de recrutement du M.S.E. Les sujets y sont, en effet, choisis à leur insu. Lorsqu'ils ont été jugés intéressants — surtout pour leur valeur personnelle et leur possibilité de tenir un haut poste — toute une stratégie d'approche est faite pour les capter et l'existence du Mouvement ne leur est révélée qu'au dernier moment..., à moins que l'on se borne à les manœuvrer par de simples liens d'amitié et d'influence personnelle. En cas d'échec, la personnalité rétive était, autant que possible, sournoisement contrariée dans ses activités.

Ce travail de pénétration, de recrutement, de manœuvre et de barrage se fit d'une manière intense, durant les cinq ou six années qui précéderent la guerre, dans tous les milieux dirigeants : Parlement, Administration civiles et militaires, presse, Grandes Écoles, Banques, Grande Industrie, etc... si bien qu'en 1940, à peu près toute la direction du système étatique instauré à Vichy, était aux mains des Synarques.

Mais une fois au pouvoir les choses se gâtèrent : le 23 avril 1940, le secrétaire de Jean Coutrot meurt à l'hôpital de Saint-Brieuc. Le 19 mai de la même année, Jean Coutrot se suicide... Un mois plus tard, un second secrétaire de Coutrot, Yves Moreau est trouvé mort à son domicile. Et quelques semaines après, c'est Henri Brulé, beau-frère de Coutrot qui meurt subitement.

En 1941, le journal nazi de Costantini « L'Appel » publie un numéro de « révélations sensationnelles » contre la synarchie. Marcel Déat qui n'était probablement pas du clan, et qu'animait, en tous cas, un esprit de corps « Ecole Normale Supérieure » hostile à Polytechnique et à « Sciences Politiques » fait des allusions agressives contre les Synarques. De Vichy partent cinq mandats d'arrêt contre L'Appel, mais les « autorités d'occupation » curieuses et inquiètes de cette main-mise rivale sur les « leviers de commande » de la France, s'opposent à ces arrestations. C'est le panier de crabes.

Partage du monde

Que subsiste-t-il actuellement du M. S. E. ? Il est bien malaisé de le savoir. Ce qui est probable, c'est que sa vie et son action ne sont pas terminées et que les synarchistes doivent se livrer à de savants sabotages suivant la tradition des aristocrates de l'Antiquité qui se conjuraient en proférant le solennel serment de faire au peuple le plus de mal possible.

Il est remarquable que l'année 1934 commencée sous le signe de l'affaire Stawisky et des prodromes du 6 février, ait été une année d'essor et d'activité du M. S. E. C'est le temps où les remous de la crise économique imposèrent à l'attention des thèses de « planisme » et « d'économie dirigée ». La faillite du libéralisme économique, la nécessité pour le

capitalisme, d'un renflouage systématique firent naître le « dirigisme ». Si, dans l'anarchie capitaliste, la bourgeoisie d'argent perdait le contrôle des événements, si, singeant l'U. R. S. S., l'Allemagne établissait un « plan quadriennal » si les U. S. A. s'engageaient eux-mêmes dans la voie du New-Deal, la direction de la France et de son Empire ne pouvait-elle pas passer aux mains des hommes placés aux leviers de commande et constituant la synarchie?

L'heure semblait devoir sonner pour la « Révolution synarchiste ». Mais que faire de ces fameux leviers de commande?

Les affiliés recevaient un document ronéotypé appelé « Pacte synarchique révolutionnaire » qui devait « orienter » des associés venus de tous les horizons politiques et de toutes les catégories sociales » et qui contenait en treize « points » 598 « propositions ».

Une étude signée D. J. David et parue dans deux numéros de *La France Intérieure* révèle un certain nombre de ces « propositions ».

La proposition 592 préconiserait une structure universelle formée par cinq grandes fédérations impériales :

1° Fédération britannique (Iles britanniques et Dominions);

2° Fédération pan-américaine;

3° Fédération pan-eurasienne (U. R. S. S.);

4° Fédération pan-africaine (Europe continentale sauf la Russie et possessions africaines, sauf les possessions britanniques);

5° Fédération pan-asiatique (Chine et Japon).

Dans les Etats un système « planiste » prétendait assurer l'harmonie économique :

Un bureau du Plan (proposition 442) aurait été « le centre et le chef qualifié de la démocratie populaire dans l'ordre social synarchique ».

Quatre grands organismes auraient géré toute l'Economie (proposition 113) :

1° Ententes de consommateurs et d'usagers (c'est le système des coopératives de consommation);

2° Ententes de distributeurs de produits ou de services matériels (ce qui reviendrait à des sortes de syndicats généraux des commerçants éliminant la concurrence);

3° Comité d'ententes des producteurs (corporatisme);

4° Organisme placé sous l'égide des Pouvoirs Publics et coordonnant les trois organismes précédents.

En vue de « baser une politique efficace, c'est-à-dire créatrice d'ordre et de paix, et éclairant gouvernants et gouvernés jusqu'à réduire, dans chaque secteur de la vie collective et à un minimum d'ailleurs variable et imprévisible, les tendances anarchiques inhérentes à toute société humaine » (proposition 66) le M. S. E. préconise une organisation sociale corporatiste et hiérarchisée.

L'Etat synarchique ignorerait l'homme comme individu ou comme citoyen. Il ne le connaîtrait qu'au titre de Professionnel : « du point de vue synarchique... il apparaît impossible de découvrir en dehors de la profession, le citoyen concret, seul gouvernable pacifiquement. » (Proposition 307). Et la proposition 309 déclare, par conséquent : « la profession organisée et hiérarchisée est complètement intégrée dans la Constitution synarchiste de l'Etat... »

Sabotage bureaucratique

Sans pousser plus loin les citations, le fatras de ces propositions plus ou moins nébuleuses, dont la confusion même est un signe de mauvaise conscience, laisse apparaître la conception d'un monde hiérarchisé, à la tête duquel se placerait, non plus la

bourgeoisie capitaliste, mais une équipe de dirigeants bureaucrates cooptés.

Or, il est incontestable que la France (pour ne parler que de ce pays), vit depuis 1940 totalement sous la férule de bureaucrates omnipotents. Les Comités d'Organisation Professionnelle, les différents services de Répartition, Rationnement, Ravitaillement, les Offices de toutes sortes, etc. ont été créés dans cet esprit de hiérarchie sociale et professionnelle, sous la pression des nécessités, certes, mais avec le concours et la direction des hommes de la synarchie, d'après les schémas élaborés par le M. S. E.

On voit clairement qu'une économie dirigée ou même nationalisée peut s'orienter dans deux voies opposées : ou bien elle est soumise à un contrôle démocratique très rigoureux, très vigilant et alors elle devient une substructure du socialisme, ou bien la direction se concentre entre les mains de bureaucrates cooptés, et c'est la synarchie.

Mais si le socialisme, mouvement appuyé sur la large masse des travailleurs et tendant à l'abolition du régime de classes, ouvre des perspectives étendues de stabilité sociale, quel peut être l'avenir de la synarchie?

Notons d'abord le fait qu'en pleine démocratie bourgeoise, la tentative bourgeoise et réactionnaire du M. S. E. devait se retrancher dans l'action occulte. Pourquoi? Parce que cette coterie est extrêmement vulnérable. De simples décisions administratives peuvent, sans éclats, déplacer de leur poste les affiliés, et ruiner d'un coup toute l'organisation.

D'autre part, pour que le système synarchique se maintienne, il faudrait qu'il dépassât le stade d'un consortium occasionnel de dirigeants, pour former une véritable classe dominante. Cela est-il possible? La question est controversée. Il est vrai que dans certains milieux bourgeois on commence à se résigner à la perte de la propriété des moyens de production, à condition de bénéficier de leur usufruit et de certains privilèges de fonction. Des postes officiels pouvant devenir plus avantageux que des entreprises privées, on en arrive à se demander si la bourgeoisie n'essaiera pas de maintenir sa position dominante en passant en grande partie dans une bureaucratie régnante. Ne serait-ce pas là un phénomène social sensiblement comparable à celui qui, lors de l'industrialisation de la Grande-Bretagne, transforma l'ancienne noblesse anglaise en classe capitaliste patronale?

Le parallèle n'est guère valable. Car, pour qu'il y ait classe sociale dominante, il faut qu'il y ait des privilèges héréditaires juridiquement transmissibles. Le simple « piston » et le népotisme ne suffisent pas. Or la synarchie consiste justement en une hiérarchie administrative et technique opposée à la propriété héréditaire.

Pour que des bureaucrates au pouvoir se constituent en classe dominante, il faut qu'ils réussissent à faire de leur fonction une propriété privée, héréditairement transmissible : les directeurs d'entreprises redeviendraient possesseurs des entreprises... et l'on serait ramené au vieux capitalisme classique!

Ainsi le sens réel du Mouvement Synarchique va vers une résurrection du capitalisme par l'intermédiaire d'une étape bureaucratique.

Ce qu'il est sans doute nécessaire d'en retenir, c'est que de telles tentatives sont appelées à se renouveler dans tout régime d'économie dirigée qui ne serait pas garanti par un contrôle et une gestion populaires, démocratiques et extrêmement sourcilieux. Nous n'apprendrons rien à personne en disant que ce contrôle et cette gestion de l'Economie par le Peuple n'est pas autre chose que le Socialisme lui-même.

L'ALLEMAGNE ET NOUS

par Jean JACQUES

Il est étonnant de constater combien, parmi tous les articles qui paraissent sur le problème allemand, peu sont réellement approfondis et pensés, et combien la plupart des auteurs, se dispensant de réfléchir, se bornent à ressasser les lieux communs les plus usés. On s'étonne aussi de voir combien les pires maximes du vieux chauvinisme trouvent d'adeptes, jusque parmi les « révolutionnaires » qui épousent, peut-être inconsciemment, les axiomes du nationalisme bourgeois le plus borné.

La plupart du temps on confond des choses fort différentes : le châtement des criminels, la quarantaine de désintoxication à faire subir au peuple allemand, le parti à tirer du potentiel industriel de l'Allemagne afin de réparer — oh très partiellement — les dévastations de la guerre hitlérienne. Mieux, certains croient

bon de préconiser le chaos économique en Allemagne comme une forme raffinée de châtement. Que l'homme de la rue, que celui qui souffre, sans avoir le temps ni le goût de réunir toutes les données du problème pour l'examiner de sang-froid, se laisse dominer par la passion, on peut le comprendre. Mais ceux dont le rôle est de guider l'opinion se doivent de voir plus loin, car il s'agit de construire, un monde neuf, et l'esprit de haine n'est pas un ciment solide.

Désarmons l'Allemagne, et pour cela, démantelons son industrie, disent les uns. Peut-être bien ces voix ne sont-elles pas toutes des voix idéalistes; certains intérêts particuliers sont certainement prêts à faire chorus.

Prenez garde, rétorquent d'autres voix, vous allez compromettre l'équilibre économique de l'Europe. Certaines de ces voix sont pures, et d'autres non. Certains ploutocrates mettent leur portemonnaie sur le même rayon que leur patriotisme.

Exigeons des réparations; il est bien juste que les Allemands paient, dit-on dans telle capitale. C'est vrai, cela est juste. Oui, répond-on dans telle autre capitale, mais si vous voulez qu'ils paient, ne les empêchez pas de travailler. C'est vrai aussi.

On dit que l'Allemagne, pays du charbon est cet hiver presque sans charbon. Les Français qui ont froid souriront amèrement si quelque feuille puritaine d'Angleterre ou des Etats-Unis se lamente sur le sort des malheureux Allemands grelottants dans leur cave éventrée. La charité chrétienne est une bien belle chose; elle est encore plus belle quand elle est équitable. Mais le manque de charbon fait l'industrie allemande partiellement inactive : la récolte de betteraves ne pourra pas être transformée entièrement en sucre, les usines de ciment et de verrerie ne produiront pas. Par conséquent, l'Allemagne ne nous enverra rien, et cependant, nous aurions eu besoin de sucre, de ciment et de verre.

Mais si nous voulons avoir un peu de charbon allemand, et un peu des produits que l'industrie allemande pourrait fournir à l'Europe, il faut que les mineurs allemands soient nourris, habillés, logés; il faut donc que des usines fabriquent des vêtements et que des wagons les transportent. Il faut que l'industrie allemande tourne, et pour cela qu'elle reçoive une partie de ce charbon de la Ruhr dont nous voudrions bien avoir la totalité.

Ce n'est pas tout. Si nous voulons que l'Allemagne envoie chez nous, et chez d'autres qui souffrent autant que nous, du charbon, du coke, du ciment, des produits chimiques, il faut que les travailleurs allemands aient une autre perspective que celle d'une éternelle misère; faute de quoi, ils ne seront pas très ardents à la tâche, et ils ne produiront que le strict nécessaire pour eux-mêmes. Nous voici donc, petit à petit, et par un enchaînement de nécessités, amenés à abandonner la sévérité initiale dont nous pensions



qu'il était juste de faire preuve. Il faut choisir : ou bien « organiser » la misère allemande mais nous passer de toute production allemande, ou bien accepter de remettre en marche l'activité économique allemande, et pour cela, desserrer un peu les liens. Je dis bien, il faut choisir. J'admets qu'on choisisse, selon son tempérament, l'un ou l'autre. Mais il ne faut pas vouloir les deux à la fois, parce que ce n'est pas possible.

Creusons plus avant. La conférence des réparations, qui vient de terminer ses travaux à Paris, a déterminé les pourcentages que chaque pays pourra obtenir, d'une part, de machines et de navires allemands, d'autre part de production allemande. Cela ne veut pas dire qu'il obtiendra le quantum de produits allemands qui lui a été alloué. Car on comprend aisément que cette part de produits sera d'autant plus faible que la part d'outillage prélevé sera plus forte. Là encore, on ne peut obtenir les deux : il faut choisir. Ou bien on admet le contraire. Les deux, c'est impossible.

Bien entendu, il est légitime que chaque pays essaie de reprendre l'équivalent des machines, des wagons, des locomotives, etc... que les Allemands ont emporté. Je ne suis pas certain d'ailleurs que cette récupération puisse être équitablement répartie, étant donné surtout les procédés de « foire d'empoigne » qui furent appliqués au début de l'occupation, chacun se servant dans sa zone à sa fantaisie. Je vais plus loin : je crois que si l'on voulait reprendre à l'Allemagne TOUT ce qu'elle a pillé pour alimenter sa guerre il ne resterait certainement dans tout le Reich plus aucune machine, plus aucun wagon, plus aucun bateau, plus aucun stock de quoi que ce soit, et les Allemands devraient livrer jusqu'à leur dernière chemise et aller entièrement nus. Et ils resteraient encore nos débiteurs. En face de cette faillite, de cette banqueroute auprès de laquelle celle de Law n'était qu'une amulette, il faudra bien passer bon gré mal gré une partie de la dette par profits et pertes, et laisser au failli au moins ses vêtements, son lit et quelques outils. Il se peut que la stricte justice n'y trouve pas son compte. Mais nous n'y pouvons rien.

Que nous importe, disent les partisans des solutions radicales, que l'économie allemande soit déséquilibrée. Prenons toujours les machines et les navires. Mais précisément, cela nous importe tout de même quelque peu. D'abord parce que la prospérité de chacun est faite du travail de tous ; parce que si l'Allemagne exportait autrefois, elle importait, et que si les autres pays lui achetaient, ils lui vendaient aussi.

Il se trouve que toutes les nations du globe sont économiquement interdépendantes les unes des autres et cette solidarité s'étend même aux pays ennemis et vaincus. La prospérité mondiale se trouve affectée chaque fois qu'un pays est plongé dans le marasme, surtout s'il s'agit d'un pays à capacité économique élevée. Là encore, les faits nous mettent en présence d'un dilemme : le juste châtement s'oppose au moins partiellement à l'assainissement économique. Autrement dit, entretenir le marasme économique en Allemagne n'est pas un bon moyen de punir l'Allemagne. Car il nous punit aussi par contre-coup. A peu près comme un boxeur qui se casse le poignet en corrigeant un voleur.

La situation intérieure de l'Allemagne nous importe encore pour cette raison qu'une nation de 60 millions

d'habitants en train de se décomposer au centre de l'Europe, ce ne serait pas bon pour la santé de ses voisins, ni pour la paix du monde. Il ne serait pas meilleur pour nous que nous soyions obligés, des années durant, de maintenir des centaines de milliers de nos jeunes hommes à faire la police au sein d'un peuple que la misère ferait hargneux et inciterait à la révolte. Ces centaines de milliers d'hommes seraient mieux chez nous, à l'usine ou aux champs (car il y a beaucoup à faire chez nous). Nous avons intérêt à voir naître une Allemagne qui s'essaie à changer de peau, et que l'on puisse se contenter de surveiller de loin. Mais si la misère, le vice, la maladie et le chômage s'installent en permanence comment une Allemagne pacifique pourrait-elle naître ? Elle ne naîtra jamais, diront les sceptiques, sans fournir d'autre argument que leur conviction. Mais alors, pourquoi les Russes, les Américains, les Britanniques, et plus récemment les Français, eux-mêmes, ont-ils permis aux partis allemands de se reconstituer ? Aux syndicats allemands de renaître ? A la presse et à la radio allemande de ressusciter ?

Si l'Allemagne ne produit pas pour ses besoins essentiels, il lui faudra importer. Pour payer ses importations, il faudra bien qu'elle vende. Que vendra-t-elle si elle ne produit rien ? Et si elle ne produit rien, elle tombera à la charge de l'Europe et de l'Amérique. Et quand, peut-être, les alliés se seront lassés de jouer aux gendarmes et quand ils relâcheront leur surveillance, l'industrie allemande renaîtra tout de même. Mais elle sera mieux armée que jamais, parce qu'elle naîtra plus moderne, plus efficace, exactement comme ses armements ont d'un seul coup surclassé ceux que nous avions conservés, tandis que nous l'avions



débarrassée de ses stocks d'armes périmées. Il n'est en fin de compte d'autre espoir que de voir l'Allemagne s'intégrer un jour ou l'autre dans une communauté de nations, avec un esprit nouveau, et pour cela, de ne pas la réduire au désespoir.

J'entends bien l'objection : qu'elle transforme son industrie ! Qu'elle ne conserve qu'une industrie légère, une industrie qui ne puisse servir à préparer la guerre. Remarquons qu'il est bien peu de choses qui ne servent, peu ou prou, à la guerre. Et qu'une industrie ne se transforme pas aussi aisément. Et aussi que la question se pose de savoir si le marché mondial pourrait absorber les produits de cette industrie transformée. Car il se peut qu'il existe déjà dans le monde suffisamment d'usines pour produire ce que l'on voudrait que l'Allemagne se mit à produire aussi.

Eh bien, faisons de l'Allemagne un pays agricole. C'est ce que préconise M. Morgenthau, et c'est un peu cela qu'on a accepté à Fotsdam, mais sur quoi on revient un peu aujourd'hui. Il convient peut-être aussi de se demander si l'Allemagne réduite, amputée de ses territoires de l'Est, dont certains parmi les plus fertiles, et sur laquelle on a ou on va déverser des millions d'hommes expulsés de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'ailleurs, pourra donner de la terre à tous ces bras. C'est un journal américain, un hebdomadaire de tendances libérales et socialistes, *The New Republic*, qui écrivait récemment : « La paix consiste à construire socialement, non à démolir des machines ». Et aussi : « Le dilemme de M. Morgenthau est évident : il veut interdire la fabrication des tracteurs, des camions et autres machines agricoles lourdes, mais il veut également accroître la capacité de production de l'agriculture allemande. Pourtant la seconde proposition est impossible sans la première ». Il est vrai que M. Morgenthau s'est peut-être dit que l'Amérique fabrique elle-même beaucoup de tracteurs et de machines agricoles, et qu'elle est capable d'en expédier autant que l'Allemagne en voudra. Mais il a peut-être omis de se demander avec quoi elle les paiera. Peut-être avec du blé ? Cela ne fera pas l'affaire des fermiers américains de l'Ouest...

Beaucoup n'osent tenir un langage de raison, de crainte d'être accusés de vouloir restaurer l'Allemagne au bénéfice de la ploutocratie. A moins que ce ne soit d'être pro-hitlériens. Et cette crainte pèse sur bien des consciences. Le légitime ressentiment contre le déchaînement de la sauvagerie hitlérienne fait le reste. Ce sont pourtant des sujets différents, comme je le disais en commençant : faire justice des criminels, liquider le passé. Mais regarder aussi vers l'avenir.

Or, l'avenir, c'est — ce devrait être — une Europe nouvelle, un monde nouveau, où l'organisation socialiste permettrait à chaque pays de vivre sans rien réclamer de ses voisins, ni territoire, ni tribut, ni dépendance servile. Dans cette Europe nouvelle, dans ce monde nouveau, une Allemagne démocratique devrait pouvoir prendre place.

A condition qu'on lui permette de naître. Et pour cela, il faut bien qu'on cherche chez elle les gens qui acceptent de se charger de cette tâche, et puis qu'on ne la leur rende pas impossible, comme on le fit après 1918. Je le répète, quand les alliés permettent aux partis de se reconstituer, n'est-ce pas qu'ils nourrissent, malgré tout, cet espoir ? A moins qu'ils ne veuillent se

servir de ces partis pour emmener l'Allemagne dans leur camp, en vue d'un futur conflit ? Dans ce cas, qu'ils avouent clairement ne pas poursuivre des buts pacifiques, mais prendre des positions en vue de la prochaine... J'entends le lecteur. Tout cela est bel et bon, mais ne constitue pas une solution. Que proposez-vous pour assurer la sécurité française ?

D'abord, il n'y a pas à assurer la sécurité française plus qu'une autre : on assurera la paix générale ou bien il n'y aura de sécurité pour personne. Mais cela, c'est l'œuvre à longue échéance. Il faudra bien plusieurs décades au monde, je crois, pour passer de l'anarchie capitaliste et des compétitions impérialistes, à l'harmonie socialiste. A brève échéance, il faut, en effet, que l'Allemagne ne puisse nous menacer. Donc qu'elle ne reconstitue pas son armée. Est-il nécessaire, pour cela, de lui prendre, de proche en proche, toute son industrie, au risque de déséquilibrer toute l'économie européenne ? Je ne pense pas. Je crois que la meilleure façon d'empêcher l'Allemagne de se battre, c'est de supprimer son armée, intégralement et totalement, ce que l'on ne fit pas en 1919. Et, bien entendu, de lui interdire de fabriquer des armes, de la poudre et des bombes atomiques... Il est bien impossible de reconstituer une armée sans que cela se voit, et à ce moment, il faut espérer que tous les alliés se trouveraient d'accord, cette fois, pour étouffer dans l'œuf le nouvel hydre. Il se peut que quelques fous essayent, en Allemagne, de fabriquer quelques tanks, quelques canons et des avions de guerre, et que ces armes échappent aux investigations. Mais il ne suffit pas d'avoir des armes, pour faire la guerre, il faut apprendre à s'en servir. Jamais l'Allemagne n'aurait pu reconstituer son armée, si les vainqueurs de 1918 avaient toléré qu'elle la reconstitue officiellement. Tant que cette armée ne fut qu'un assemblage de formations para-militaires, elle ne constituait pas un danger réel. Le vrai danger, il fut chez nous : l'idéalisme pacifiste — fort honorable en soi — poussé jusqu'à l'aveuglement, la tolérance et la lâcheté des gouvernants, l'égoïsme d'une partie notable des Français qui applaudirent Munich parce que la peur du canon les rendait pleutres.

Si donc on supprime jusqu'au moindre officier, jusqu'au dernier soldat allemand, si l'on surveille, avec le minimum de monde (une occupation massive étant aussi démoralisante pour l'occupant qu'exaspérante pour l'occupé), l'industrie allemande et les excités nationalistes, et si l'on se montre résolu à intervenir à temps, alors qu'il suffit de quelques bataillons pour étouffer toute velléité, je crois que l'Allemagne ne sera plus dangereuse, et que son industrie pourrait travailler pour les œuvres de paix.

L'Allemagne redeviendra un danger si les alliés ne savent pas faire la paix ; s'ils ne savent pas fonder le monde pacifique où les compétitions impérialistes seront abolies. Et je livre à la méditation de mes lecteurs, ces mots tirés de la même source, *The New Republic* : « La décentralisation de l'économie allemande est tout au plus, un expédient provisoire. Tout comme le plan de désindustrialisation, c'est admettre que, dans la politique mondiale, le capitalisme continuera à être la force économique dominante, et le nationalisme la force politique dominante ».

Pour ma part, je pense qu'il ne faut pas l'admettre.

LA PAIX DOIT ÊTRE HUMAINE

par Léon BOUTBIEN

L'ORGANISATION de la Paix reste la question la plus difficile soumise à l'Humanité toute entière. Le simple citoyen qui se penche sur le problème, manque de trop d'éléments d'appréciation pour en fixer dans le détail la solution. Tout au plus peut-il dégager quelques grandes perspectives.

Nous pourrions facilement résoudre ces difficultés par une formule, classique maintenant pour tous les révolutionnaires. Aussi longtemps que le capitalisme subsiste, le risque de guerre subsiste. Seul le Socialisme international prenant la direction du monde, assurerait les bases d'une Paix de durée et de justice. Il s'agit davantage d'un idéal que d'une réalité et si cet espoir doit, comme nous le souhaitons, se réaliser, l'examen de la situation actuelle reste nécessaire si nous voulons chercher les bases d'une Paix qui épargnera notre génération et nos enfants de la catastrophe d'une nouvelle guerre. Considérons le monde tel qu'il est et non pas tel que nous le souhaiterions !

La seconde guerre mondiale vient de se terminer. La conscience du monde profondément secouée et bouleversée n'a pas pu encore retrouver son équilibre. Deux blocs de puissances étaient opposés : le bloc hitléro-impérialiste contre le bloc soviéto-démocratique.

La puissance militaire, économique du second, renforcée par le caractère universel de son idéologie, a triomphé de la conjonction hitléro-impérialiste. Mais les nations démocratiques et soviétiques qui ont su réaliser un accord constant ayant pour objectif « gagner la guerre », n'ont pu taire les divergences profondes qui les séparent, lorsqu'il s'est agi de réorganiser le monde après la victoire. La bataille « pour la Paix » est engagée. Ce n'est pas un des traits les moins paradoxaux de notre époque que de voir des Alliés dans la guerre dans l'incapacité d'être Alliés dans la Paix.

HITLER, pour des raisons différentes, avait pu faire converger contre lui le prolétariat et le capital libéral. L'Adversaire vaincu, l'antagonisme de classe, momentanément dissimulé se retrouve. Du point de vue tactique le prolétariat a eu raison d'utiliser une forme progressive du capitalisme, contre une forme totalitaire et terroriste. Le problème de la Paix ne s'en trouve pas, pour cela, résolu.

La première session de l'O.N.U. a montré l'opposition des intérêts et des manières de voir des puissances participantes. Le Conseil de Sécurité n'a résolu aucun problème, se contentant plus volontiers des artifices du style diplomatique. Pour l'Iran, pour la Grèce, pour l'Indonésie, pour la Syrie et le Liban, aucune décision concrète n'a pu être prise. On a beaucoup discuté de la signification des termes : situation ou différend. Cette discussion reste artificielle, camoufle l'impuissance puisque, dans l'état actuel, toute situation dissimule un différend : Consolons-nous par la parole de SPAACK « nous serions entrés dans une phase nouvelle », la phase de la diplomatie publique.

La situation privilégiée des grandes puissances rend formelle la convocation ultérieure de l'O.N.U. Il importe que les U.S.A., la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. se mettent au préalable d'accord et

ils pourront imposer leurs décisions. S'ils n'aboutissent pas à une solution satisfaisante, chacun usant du droit de veto, mettra en échec l'ensemble. Si, par contre, on ne veut pas tenir compte de ce droit de veto, ce précédent rendra illusoire toute efficacité du Conseil de Sécurité lorsqu'un conflit surgira. Cela s'appelle « tourner en rond ».

D'avoir exclu des travaux de cette conférence les grandes organisations internationales comme la F.S.M., prouve que le temps n'est pas encore venu où les Travailleurs du monde entier feront entendre leur volonté dans un organisme international. Et l'on se demande, avec une amère ironie « qui gardera les gardiens » : Si le prolétariat n'est pas autorisé, par le truchement des délégués ouvriers à assurer ce contrôle, il peut par contre être assuré qu'il ne serait pas oublié si un conflit sanglant éclatait.

CONFLIT AMÉRICANO-RUSSO

On le chuchote à mi-voix. Certains bruits alarmistes, facilement repris par la Presse, grossissent les incidents. Nous ne croyons pas à l'éventualité d'un tel conflit. Du côté américain, il y a trop de marchés à saturer encore dans le monde pour qu'ils puissent craindre l'asphyxie ; du côté soviétique, la guerre a causé trop de ravages. De plus, si les U.S.A. attaquaient actuellement l'U.R.S.S., ces s'expliqueraient davantage par des rivalités idéologiques — capitalisme contre socialisme — que par des rivalités de marchés. Or, est-ce le cas ? En 1920, au sortir de la Révolution d'Octobre, l'U.R.S.S. était la patrie incontestée des travailleurs du monde entier. Vingt-cinq ans plus tard, le régime intérieur s'est profondément remanié. Les positions sont moins tranchées. Ce pays dynamique lorsqu'il aura pansé ses plaies, saturé son marché reprendra à son compte et peut-être pour son profit, la soviétisation de toute l'Europe. Mais il n'a pas besoin pour cela de la guerre. Les partis qui représentent espèrent aboutir, chacun dans leur pays, à la prise du pouvoir. Le fruit serait alors mûr — il suffirait de le cueillir. Serait-ce de cette manière que devrait se traduire en fait la vieille formule « le socialisme fera la paix du Monde » ?

Si la soviétisation porte en elle le communisme nous ne pourrions qu'y souscrire. Si elle camoufle un impérialisme vulgaire, dans l'hypothèse d'un conflit, le drame prolétarien serait profond. Les réactions sentimentales les plus respectables quant à leurs sources, ne devraient pas masquer la réalité, si triste fut-elle. Le devoir du prolétariat sera alors plus impérieux que jamais : s'entremettre pour faire cesser rapidement le conflit. Devoit d'autant plus impérieux que dans le bloc anglo-saxon nous comptons un parti Travailleur puissant qui tente, dans son pays, l'établissement d'un régime socialiste profondément démocratique et humain. Les altercations à l'O.N.U. entre BEVIL et VYCHINSKI ne traduisent-ils pas cette divergence d'appréciation, quant au contenu humain du socialisme ? L'Amérique elle-même ne connaît-elle pas toujours l'optimisme d'un capitalisme ascendant. Le prolétariat américain prendra conscience de sa force et sera un gage de paix

Les caractéristiques sociales du Mouvement Phalangiste Espagnol

par Juan ANDRADE

ON peut dire que depuis le siècle dernier l'élément déterminant de toute la politique espagnole a été la caste militaire. « Pronunciamento » est un mot espagnol qui est devenu un terme international pour désigner les coups d'Etat militaires. L'histoire de l'Espagne du siècle dernier et au siècle présent est une suite ininterrompue de « pronunciamentos ». La « camarilla » militaire — autre mot espagnol internationalisé — joua le rôle principal dans toutes les crises qui préludèrent à l'instauration d'un régime constitutionnel en Espagne au XIX^e siècle et elle a été le facteur fondamental dans toutes les situations politiques et dans toutes les manifestations de force.

L'armée espagnole est une énorme puissance parasitaire qui consomme la plus grande partie des revenus du budget. En 1898, à la fin de la guerre de Cuba, l'armée espagnole était déjà composée de 499 généraux, de 587 colonels et de plus de 23.000 officiers. En 1906, alors que l'empire colonial était totalement liquidé, l'armée espagnole comprenait encore en activité : quatre maréchaux, 32 généraux d'armée, 60 généraux de division et 125 de brigade ; et dans la réserve : 9 généraux d'armée, 41 de division et 235 de brigade, soit un total de 495 généraux. La guerre du Maroc, de 1906 à 1926, fut une entreprise conçue dans le but de justifier l'existence du mastodontique bureaucratique-militaire. Les dites « réformes militaires de Azana », que la République mit à exécution, réduisirent faiblement les cadres militaires et laissèrent subsister la racine du mal.

Les chefs militaires en Espagne sont liés au clergé et à la grande bourgeoisie agraire. Ces trois éléments, fraternellement unis, ont imposé et imposent encore leur autorité à l'ensemble des masses populaires du pays. Respectées dans leurs racines économiques

La Paix ne deviendra humaine que dans la mesure où elle assurera la sécurité collective des peuples tout en respectant leurs particularités ethniques, culturelles et politiques. Elle exigera de chaque nation, grande ou petite, l'abandon d'une part de souveraineté au profit d'un Organisme International, qui aura pour tâche non seulement d'aplanir des conflits éventuels, mais surtout d'assurer la répartition judicieuse des ressources naturelles, qui aidera les peuples dits coloniaux à sortir de l'esclavage. Qui mettra la guerre hors la loi, sinon la guerre se chargerait de mettre l'humanité tout entière hors la Vie.

Chaque citoyen du monde n'a pas d'autre ambition que de vivre tranquille, libre de ses pensées, assuré de sa subsistance et fier de son travail. Chaque citoyen du monde a sa propre personnalité, chaque citoyen du monde détient en lui le secret et l'amour de la vie. Chaque citoyen est solidaire de l'autre. La science peut désormais lui assurer une vie heureuse. Que ceux qui se préoccupent de l'avenir du monde n'oublient jamais cela.

par la République bourgeoise, elles en finirent avec cette dernière et établirent la dictature totalitaire actuelle. Trois forces régressives, opposées même au capitalisme moderne.

Il est évident que l'origine et le développement du régime franquiste ont des caractéristiques différentes de celles des régimes allemands et italiens maintenant abattus. Au début, ce fut typiquement un « pronunciamento » espagnol, un soulèvement de généraux qui acceptèrent de collaborer étroitement avec le parti se réclamant des procédés et de l'idéologie les plus modernes de la violence réactionnaire : la Phalange. Le Franquisme est donc l'alliance traditionnelle en Espagne de l'Armée, de l'Eglise et des agrariens, ayant adopté les formes d'organisation sociale et économique du fascisme européen.

Au contraire de ce qui s'est passé en Allemagne et en Italie, on ne peut dire que le capitalisme industriel ait été l'instigateur principal du soulèvement de juillet 1936. Les industriels avaient plus confiance dans le développement et la prééminence des tendances conservatrices de la République que dans un coup d'Etat militaire. Le soulèvement fut préparé essentiellement dans les « cercles d'agriculteurs (clubs de récréation des grands propriétaires andalous), dans les quartiers de casernes et dans les sastreries.

La composition sociale de la Phalange est également différente du nazisme allemand et du fascisme italien, dont ont fait partie, on le sait certaines couches d'ouvriers démoralisés par le chômage et l'incapacité de leurs anciennes organisations de classe. La Phalange fut à l'origine du mouvement spécifique de « senioritos » (1) espagnols dont l'échantillon le plus achevé en fut le fondateur José Antonio Primo de Rivera, fils d'un général propriétaire terrien.

Le « seniorito » espagnol est un produit de la tradition militaroclericale des siècles passés et de réminiscences semi-féodales qui subsistent encore dans l'économie agraire du pays. Parasite social qui vit des revenus de l'exploitation agricole, du budget bureaucratique ou de l'administration de colonies jusqu'à la fin du siècle dernier. Etre stéril dans tous les domaines de la vie, mais convaincu de sa supériorité raciale, en lui subsiste encore l'orgueil et l'esprit d'aventure de ses ancêtres, les conquérants du Nouveau-Monde.

L'existence matérielle du « seniorito » est fondée sur les formes d'une économie qui tire sa subsistance de l'exploitation des travailleurs des champs. Le retard du développement de l'industrie moderne en Espagne trouve en partie son explication dans la condamnation par l'Eglise, du commerce dans les siècles passés. Car celle-ci considérait le commerce comme contraire aux commandements de Dieu tandis que la noblesse et les hautes classes de la société le considéraient comme l'office des plébéiens. Les trésors de l'Amérique d'abord, puis

(1) Originellement : fils du maître de maison, littéralement : petit monsieur.

l'administration des colonies et finalement les grands domaines agraires procurèrent la richesse au pays et donnèrent des bases d'existence à la classe sociale des « senoritos ».

L'adoption dans les autres pays des méthodes modernes de culture agricole et le développement du capitalisme industriels établirent en Espagne une concurrence que l'on tenta de résoudre par une exploitation accrue des salariés de la campagne. Les industriels entrèrent en conflit avec les grands propriétaires agraires au bénéfice desquels pendant de longues années toute la législation avait été établie. L'affaiblissement de ses journaliers agricoles ne pouvait pas même permettre à l'aristocratie de maintenir son hégémonie semi-féodale sur la terre et elle s'orienta vers l'investissement de son argent dans des compagnies financières étrangères, abandonnant l'idée de favoriser l'exploitation des richesses du pays. Ceci explique le développement initial des tendances autonomistes de la Catalogne et du Pays Basque, où le capitalisme naissant désirait se libérer des charges et des obstacles que lui imposaient les propriétaires terriens andalous et castillans pour alimenter un budget qui servait à soutenir matériellement la caste des militaires, des cléricaux et des « senoritos ». La rente nationale est consommée en Espagne par un énorme monstre sédentaire : la bureaucratie militaire, cléricale et civile. L'obscurantisme a été le trait dominant de la société espagnole.

La conscience de classe du prolétariat espagnol s'est développée plus rapidement que les formes de production. Même avant la guerre civile, la classe ouvrière espagnole était une des mieux organisées politiquement et syndicalement de l'Europe. Mais se développant au sein d'une économie extrêmement pauvre et retardataire, les partis ouvriers déléguèrent tous leurs pouvoirs à la bourgeoisie démocratique afin que celle-ci réalise des réformes progressives de structure à l'intérieur du régime de propriété privée.

L'impuissance de la bourgeoisie républicaine, plus effrayée par le socialisme que par les oligarchies terriennes, accéléra le processus de radicalisation des masses ouvrières, indépendamment de leurs chefs. La République espagnole tenait à un fil, en attente d'une détermination plus radicale du prolétariat et chez les travailleurs se développait la notion que, dans notre époque, seule une économie socialiste est capable de créer un ordre véritable et juste.

L'aristocratie, l'armée, le clergé, les propriétaires terriens et les industriels comprirent le procès qui mûrissait dans la conscience et les aspirations des masses populaires. Comme en tant d'autres occasions, de Narvaez à Primo de Rivera, la solution ne pouvait venir que de la caste militaire. Seule l'armée pouvait disposer de la force ; mais son action devait recevoir le soutien démagogique et « populaire » que le clergé ne pouvait apporter et que les aristocrates et les propriétaires terriens répugnaient à utiliser. L'aventurisme classique des « senoritos », imprégné des idées de la réaction moderne, donna naissance à la Phalange.

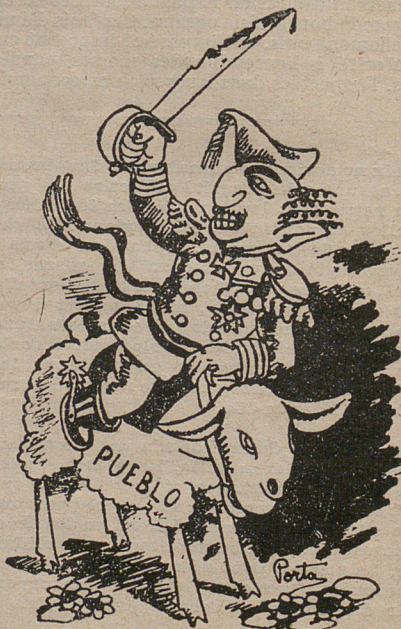
Le mouvement des réactionnaires unis dont Franco créa les principes ayant triomphé, la camarilla militaire put conserver ses prérogatives politiques déterminantes. Les « senoritos » de la Phalange tentèrent l'aventure extrême d'organiser les travailleurs en une organisation corporative inspirée des modèles allemands et italiens.

Les bandes sans scrupules des fils de ces « senoritos », qui pendant le siècle dernier alimentèrent leur voracité bureaucratique dans les colonies, ont trouvé un nouveau destin dans les organisations

sociales créées par le régime franquiste. Une véritable mafia de pontifes syndicaux des organisations dites verticales, de sociétés de toutes classes et de groupes de toutes espèces a constitué une nouvelle catégorie sociale avec des intérêts propres et des besoins communs.

L'armée, l'église et l'aristocratie voulurent utiliser les « senoritos » de la Phalange comme force de choc pour la défense des privilèges communs menacés par l'éveil des classes laborieuses des champs et des villes. Mais ni l'armée, ni le clergé, ni l'aristocratie terrienne ne veulent perdre le privilège d'être les maîtres des destinées du pays. L'immense bureaucratie phalangiste, dans un pays appauvri par la guerre et les pillages de l'armée et de la Phalange, impose de lourdes charges aux classes riches pour alimenter le budget. L'armée, le clergé et les propriétaires terriens ne veulent pas voir leurs prérogatives de classe traditionnellement gouvernante, usurpées par la suprématie menaçante des « senoritos » et des aventuriers plébéïens qui forment le corps dirigeant de la Phalange.

C'est pourquoi s'est produite la rupture actuelle entre la Phalange, les militaires plébéïens qui la soutiennent d'une part, et, de l'autre, l'aristocratie monarchiste, le haut clergé privilégié, les militaires de la noblesse, les propriétaires terriens et les industriels. Dans un monde entièrement dominé par la brutalité fasciste, ces forces représentant la véritable « Espagne noire », auraient transigé avec les nouveaux riches de la Phalange ; en un monde secoué par l'impulsion des tendances révolutionnaires, les hautes classes de la société espagnole veulent tenter une nouvelle expérience en se libérant des aventuriers, des senoritos et des plébéïens, pour conserver au moins une partie de leurs privilèges et de leurs richesses. Et ces éternels défenseurs de l'absolutisme se présentent aujourd'hui à nous comme d'ardents partisans du constitutionnalisme que combattirent leurs aïeux, leurs pères, et qu'ils combattaient eux-mêmes il y a fort peu d'années.



La C.G.A. et l'émancipation de la paysannerie

Par Marcel ROELS

NUL n'a oublié les divisions du monde paysan dans le passé. « Rouges » et « blancs » d'autrefois, « rouges » et « verts » d'avant cette guerre se déchiraient mutuellement pour le plus grand profit de leurs exploiters capitalistes et des politiciens qui se faisaient un facile tremplin électoral des luttes confessionnelles des rivalités terriennes.

Ces divisions funestes atteignirent leur paroxysme au moment de la crise agricole de 1932 à 1936. Le baron d'Halluin, dit Dorgères, réunissant sous ses vertes bannières les hobereaux réactionnaires et les fascistes ruraux, qu'embrigadait par ailleurs le colonel de la Rocque, tenta de dresser la paysannerie contre les partis démocratiques et la classe ouvrière.

De multiples manifestations marquèrent l'agitation stérile des tribulations agraires. On les vit ainsi saccager la coopérative ouvrière de Chartres, prolonger impudemment les grèves agricoles dans la Brie et la Somme et s'opposer à l'Office du blé qu'un ministre socialiste instaurait pour sauver les producteurs d'une ruine menaçante. On les trouva partout, à la Chambre comme dans le pays, spéculant sur la routine et l'individualisme atavique du paysan, s'efforçant de le soulever contre l'organisation rationnelle de la production et de la répartition des céréales.

La Coopération et le Syndicalisme dans la mesure où ils étaient des foyers d'entr'aide et d'émancipation leur portaient ombrage. L'unité paysanne et la défense agricole n'étaient pour eux qu'un artifice de propagande et leur conception du vaste Rassemblement rural ressemblait étrangement à celui du Daré d'outre-Rhin...

Ces méthodes devaient triompher avec l'occupation. Pétain, qui d'un trait de plume avait supprimé la République et toutes les libertés y compris les libertés syndicales, crut devoir rassembler tous les paysans en une Confédération unique. Des hommes à sa dévotion, notamment MM. Pointier, Hallé, Goussault et Salleron, saisirent cette occasion pour faire triompher leur doctrine et imposer leurs directives. Les résultats furent édifiants et les conséquences assez fâcheuses pour le pays.

Mais ils furent loin d'être suivis, et parmi ceux qui subirent leurs ukases, nombreux furent les cultivateurs qui participèrent à la lutte clandestine contre l'occupant et ses valets de Vichy. L'histoire de cette authentique résistance mérite d'être rappelée car elle justifie l'incontestable crédit dont jouit aujourd'hui la Confédération Générale de l'Agriculture et elle illustre aussi la continuité d'une politique agraire progressiste dont on ne mesure pas toujours toute l'importance.

Les origines de la C.G.A.

Dès 1941, des travailleurs de la terre de différents groupements, notamment de la Confédération Nationale Paysanne que fonda le regretté Calvayrac, prirent entre eux des contacts en vue d'organiser la résistance. Ces contacts se multiplièrent en 1942 et 1943, en particulier à Guéret et à Limoges où Tanguy-Prigent, recherché par la Gestapo et la police de Vichy, ne craignit point de paraître, ni de préciser l'idée d'une C. G. A. que, devenu ministre, il aida de toutes forces à développer.

En zone Nord de semblables réunions eurent lieu à Brienne-le-Château, Quimper, Morlaix et Vannes.

Cette action clandestine amenait chaque jour de nouveaux membres à la Résistance et paralysait de plus en plus l'action des Vichyssois de la Corporation.

Le premier numéro de la *Résistance paysanne* — qui devait devenir la *Libération paysanne* — parut en janvier 1944. Il contenait les mots d'ordre de lutte des paysans français. Le second numéro précisait les bases de la nouvelle agriculture unifiée depuis les ouvriers agricoles jusqu'aux propriétaires exploitants.

La coopération étroite et permanente avec le mouvement syndicaliste ouvrier, employé et technique y était explicitement réclamée.

Un « plan de sauvegarde des vies françaises » était enfin développé en juin 1944, et c'est à quelque chose près celui de la C. G. A. a fait adopter par la C. G. T. et la C. F. T. C. en janvier 1945 pour le ravitaillement du pays.

À la libération, des hommes de bonne volonté apportèrent spontanément leur concours aux premiers résistants et formèrent les cadres actifs de cette organisation agricole qui compte 1.650.000 adhérents depuis les élections paysannes de janvier dernier.

Son rôle : l'unité paysanne et la prospérité de l'Agriculture.

C'est la première fois qu'une telle unité de pensée et d'action se manifeste dans les milieux ruraux. C'est également la première fois qu'une organisation professionnelle à base démocratique trouve un aussi large crédit dans les masses paysannes. L'ère de l'individualisme, sans être révolue, semble dépassée, et le pays français, en face d'un monde dominé par le progrès industriel, a le sentiment de sa propre faiblesse et, à l'instar de son frère de la ville, il cherche tout naturellement dans l'association syndicale et coopérative la possibilité de triompher des complexités de la vie moderne et des difficultés de l'heure présente.

Le rôle de la C.G.A.

Ceci souligne tout naturellement le rôle moral et matériel considérable de la C. G. A. Car elle doit non seulement organiser la profession, mais aussi et avant tout développer l'esprit syndicaliste et coopératif de ses adhérents.

Amener tous les paysans à comprendre leur véritable rôle social, à s'organiser non seulement pour la défense de leurs intérêts, particuliers et collectifs, immédiats et futurs, mais aussi pour soutenir et développer ceux de la nation tout entière ; leur faire saisir la nécessité de mesures parfois dures pour eux mais justifiées par l'intérêt public, et les guider dans leur production en tenant compte des besoins nationaux et des méthodes culturelles les plus modernes, tels sont, en bref, les objectifs des dirigeants de la Confédération Générale de l'Agriculture.

Ils les atteignent par une action inlassable et un constant appel au dévouement de leurs cadres qui savent, avec pondération mais fermeté, imposer à tous, sans aucune préoccupation de classe, une égale discipline. Du plus puissant propriétaire terrien au plus modeste exploitant, chacun doit s'incliner devant la loi commune. Et la démocratie qui constitue le fondement même de la C. G. A.

(Suite page 32)

ON lit dans la presse mondiale :

« M. Milliard vient de mourir. Avec lui, disparaît une des figures les plus étonnantes du siècle et l'un des plus extraordinaires exemples de ce que peut l'énergie mise au service d'une grande passion — la seule qui ne connaisse ni les froideurs de l'âge, ni les satiétés de l'assouissement : « auri sacra fames », la faim sacrée de l'or, qui est le moteur éternel des actions humaines, la source de toutes les vertus et la génératrice des sociétés civilisées.

« Midas-Crésus-Chrysodore MILLIARD était âgé de cent dix-sept ans. Depuis de longues années, son organisme délabré par une tension nerveuse continue n'était maintenu en fonctionnement que grâce aux prodiges de la science. Entouré de six gouvernantes, de trois cents infirmières et d'un véritable Concile médical formé des plus éminents spécialistes du cœur, du foie, des reins, de l'estomac, de l'intestin et du pancréas, du cerveau, de la vessie, de la rate, du poumon, des nerfs et des sécrétions internes, il vivait le jour dans une sorte de couveuse vitrée, et la nuit dans un « poumon d'acier » de modèle spécial qui assurait également, par massage, le fonctionnement du cœur.

« Embaumé vivant à force de piqûres médicamenteuses, et d'ailleurs amputé d'un certain nombre de viscères inessentiels, le noble vieillard offrait un aspect voisin de celui des plus anciennes momies égyptiennes : comme elles, on devait le farder minutieusement et le tenir ensemble avec des bandelettes, car sans cette précaution indispensable, il fût mort de peur en se prenant pour la Mort.

« Il a d'ailleurs, jusqu'au bout, conservé toute sa lucidité.

« Bien qu'il fut exactement alimenté de lait de femme pasteurisé et administré en lavements, il n'avait pas perdu l'habitude de se faire asseoir à table trois fois par jour (en pyjama le matin, en complet-veston à midi, et le soir en habit) et de déplier les journaux qu'il trouvait sous sa serviette, tout en se faisant lire les cours de la Bourse par son premier secrétaire. Dans le but de lui éviter toute émotion fâcheuse, ces journaux étaient spécialement rédigés, composés et imprimés à son usage, en un seul exemplaire stérilisé, sous le titre et avec les rubriques habituelles des principaux quotidiens, et selon les indications d'un comité de psychiatres et d'experts en la Christian Science. Les cours de Bourse étaient, bien entendu, fictifs, et destinés à procurer au vieux nabab les seules jouissances auxquelles il fut accessible en ce bas-monde : celles où nos sens grossiers ne prennent point de part. Dans le même but, on présentait à sa signature de faux ordres d'achat et de vente. Trois jours avant sa mort, il dictait encore, d'une voix imperceptible, devant un micro-dictaphone, d'ailleurs privé de cylindre enregistreur, une volumineuse correspondance d'affaires avec les cinq parties du monde.

« M. MILLIARD fut probablement le seul habitant du globe à ignorer l'existence de la deuxième « dernière guerre » mondiale, que son « Brain-trust » jugea préférable de lui cacher, par ménagement. Ses suprêmes minutes furent empreintes de sérénité et de religieuse ferveur : il manifesta l'intention d'acheter la majorité des parts de fondateur de l'affaire « Le Paradis », Société d'assurances sur la vie future — et prononça encore quelques paroles entrecoupées, parmi lesquelles son premier sténographe crut reconnaître les mots : report, prime, solde à nouveau, action de jouissance et « huit pour cent ». Son dernier souffle exhala ces syllabes

LA PARABOLE DU CADAVRE VIVANT

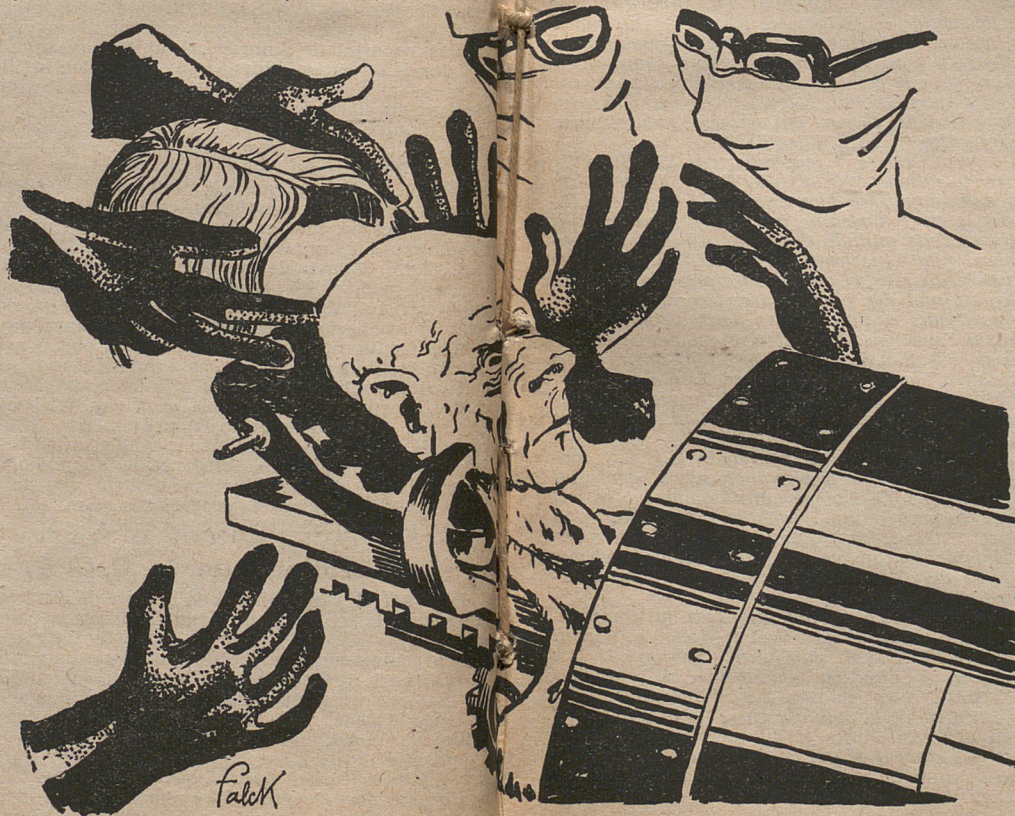
par André RUNIER

sublimes : « Plus-Value... » Parole admirable, et qui peut être mise en parallèle avec le « plus de lumière » que réclamait ou qu'annonçait Gæthe mourant. »

Il convient, ici, de retracer les principales étapes de la vie exemplaire que fut celle de M. MILLIARD, self-made man dans toute la force du terme. Né d'un quart d'agent de change et d'une demi-mondaine en un modeste quatrième du septième arrondissement, le jeune Midas se montra dès l'âge tendre, de première force pour le calcul des fractions et la règle d'intérêt. A l'école du Dimanche, interrogé sur la triste fin de Judas, il observa que si, avant de se pendre, l'Isariote avait placé ses trente deniers à intérêts composés au taux légal de 5%, cette somme aurait produit, de l'an 33 à l'an de grâce 1885, une masse d'or équivalente à trois soleils de moyenne grandeur. Mais Judas, ajouta-t-il, ne connaissait rien aux affaires puisque, trésorier d'une coopérative, il n'avait même pas songé à en capitaliser l'avoir social sous forme de billets à vue, escomptés à 2 % ; méritant

ainsi d'être appelé « mauvais serviteur » selon la Parabole des Talents.

L'échange des billes était la principale occupation scolaire de notre jeune prodige. Au gré de décisions apparemment arbitraires, et qui prenaient cependant force de loi parmi ses petits camarades, il décidait le lundi que trois billes rouges valent une verte, et décidait le jeudi que quatre billes vertes valent une rouge : grâce à une adroite manipulation des cours, et à des marchés judicieux dont l'esprit fantaisie et grégaire de la population écolière ne pouvait saisir la portée, Midas se trouva bientôt, sans bourse délier, à la tête d'une secrète fortune évaluée à plusieurs quintaux de grès multicolore, cependant que ses condisciples ruinaient leurs parents en spéculations hasardeuses sur les calots rouges, bleus, verts, jaunes et noirs. Il convient d'ajouter que les conditions d'usage fixées par Midas étaient validées par l'autorité collective d'un petit groupe de confidents, qui fournissaient la mise de fonds pour les achats massifs nécessaires au contrôle des cours, et se trouvaient en retour constamment favorisés par la possession d'un petit nombre de « billes privilégiées » valant dix, cent ou mille « unités ».



Lorsque Midas-Crésus-Chrysodore quitta l'école, les épicières et les marchandes de jouets voisines des bâtiments scolaires de Paris, n'arrivaient plus à fournir une clientèle enfantine aussi inexplicablement passionnée pour le noble jeu des billes. Qu'à cela ne tienne ! Midas vendit son stock au prix fort à diverses commerçantes à raison de cent kilos par tête. A chacune, il persuada qu'il s'agissait d'une exclusivité. Il « réalisa » comme on dit, et s'éclipsa. Par son départ, la fièvre des billes tomba à zéro, à telles enseignes que personne depuis lors ne joue plus qu'à la main chaude et aux barres, dans les écoles de la région parisienne.

A la suite de ce premier succès, Midas-Crésus fut jugé un garçon de grand avenir et envoyé à l'École des Sciences Morales et Politiques.

L'enseignement de cette école était tel qu'il doit l'être pour parer avec les ornements de la logique et le panache de la bonne conscience la classe possédante et intelligente de la société. L'élève MILLIARD y reçut les leçons d'un économiste et sociologue distingué qui lui apprit que tout est pour le mieux dans le plus juste des mondes, et qui professait particulièrement les vérités suivantes :

...qu'il est légitime qu'une compensation réparatrice soit versée au prêteur pour le sacrifice qu'il fait en se privant temporairement d'une somme d'argent dont il n'a pas besoin ;

...que c'est à bon droit qu'une petite propriété rurale, rapportant trois pour cent au paysan qui la met en valeur, sera hypothéquée à 5 % de sorte que le domaine soit dévoré par la créance et que le paysan soit totalement dépossédé sans cesser d'être débiteur ;

...que si les valeurs baissent, l'intérêt est une juste compensation pour le dommage imprévisiblement encouru ; que si elles montent, il constitue une récompense supplémentaire bien méritée par l'habileté et la prudence du capitaliste ;

...qu'on appelle démocratie économique, un système par lequel trois douzaines d'actions à vote plural règlent souverainement les destinées d'une société qui compte dix ou vingt mille porteurs de titres ;

...qu'en vertu du principe « les affaires, c'est l'argent des autres », faire faillite est souvent le meilleur moyen de faire fortune ;

...qu'un monsieur suffisamment décoré peut aisément administrer jusqu'à trente sociétés différentes, sises sous toutes les latitudes et fabriquant des produits plus ou moins inconnus de lui — touchant pour cela trois ou quatre millions de traitement annuel — et ne cesser de jouer au golf à Davos, que pour prendre les eaux à Aix-les-Bains, ou de faire du yachting à Biarritz ;

...qu'une société industrielle peut avoir intérêt à ruiner sa concurrente pour établir un monopole, ou bien à ruiner l'une de ses filiales, ou encore à se ruiner elle-même au profit d'une de ses filiales, grâce au jeu subtil des prix de vente et des prix de revient échappant au contrôle du profane ;

...que tout cela constitue, comme on sait, le « système des Harmonies économiques » dans lequel Capital est dieu ; Intérêt, son fils et Tant pour Cent, l'esprit-saint.

Élevé dans ces bons principes, et doué comme nous l'avons dit, M. MILLIARD ne pouvait manquer de faire son chemin dans la vie. Il le fit. Sous son influence magique, l'or des autres (ou plutôt le papier qui aurait pu être leur or) travailla pour lui. Plus exactement la

force de travail achetée avec cet or-papier produit deux ou trois fois ce qu'on l'avait payé. O bienheureux système des « Harmonies économiques » ! On met, à l'u. des bouts de la mécanique, des tranches d'existence humaine payées au plus juste prix et de l'autre sortent, par le guichet de la Banque, les bénéfices de M. MILLIARD. Or cet homme généreux qui n'a que faire de tant d'argent, les replace dans la machine sous forme de « nouvelle force de travail » achetée par les soins des employés de M. MILLIARD (fabriquants, directeurs, techniciens, jusqu'au dernier comptable, qui veillent également à réparer, accélérer et agrandir sans cesse la machine à manger des vies et à cracher des millions. Ainsi fonctionnait parfaitement le système.

Il y avait aussi une autre mécanique, où les petits et moyens épargnants — M. Quart et M. Tiers — versaient leurs économies par petits tas sur des plateaux semblables à ceux d'une balance. Lorsque les plateaux étaient à peu près en équilibre, M. Milliard jetait une grosse bourse d'or sur l'un d'eux avec un à propos d'autant plus infail- lible qu'il était informé de tout, et que les épargnants ne l'étaient pas. Et tout l'argent chargeant les autres pla- teaux, roulait aussitôt vers la poche de M. Milliard, en longue rivière de papier froissé, d'argent et de bronze.

Parfois la machine utilisant la force de travail s'en- rayait. Car son fonctionnement exigeait que les produits de cette force de travail fussent vendus. Ils ne pouvaient être absorbés irrésistiblement, ni par M. Milliard (qui ne pouvait porter qu'une paire de souliers à la fois, si riche qu'il fut, et dont le pouvoir d'achat était donc limité par ses besoins), ni par les salariés de M. Milliard (qui ne touchaient que la moitié ou le tiers des sommes nécessaires à racheter ce qu'ils avaient produit, de sorte que leurs « besoins » à eux étaient limités par leur pouvoir d'achat). Il fallait donc trouver constamment des ache- teurs étrangers au système des « Harmonies économiques », et des acheteurs de plus en plus nombreux à mesure que le « système » lui-même s'hypertrophiait. Les ravir au proche concurrent ne faisait que reculer la question sans la résoudre. Ce qu'il fallait, c'était donc intégrer chaque année de gré ou de force, dans la clientèle de M. MILLIARD, quelques millions de paysans, rentiers, indigènes des colonies, possédant encore quelques richesses indépendantes du « système », et de jeter ces richesses, jusqu'au dernier sou, dans l'une ou l'autre des machines aspirantes-foulantes qui aboutissaient aux poches de M. MILLIARD, et, d'ailleurs, communiquaient entre elles. En général, le pressurage des petites gens se faisait par l'intermédiaire de l'Etat — des différents Etats utilisant selon leurs moyens l'impôt, la consolida- tion des titres au porteur, l'inflation, la déflation, les douanes, les contributions indirectes, les manipulations monétaires, les traités de commerce, le pillage des peuples étrangers, l'expropriation des indigènes.

De tous les « pressureurs », le meilleur au gré de M. Mil- liard était l'Armée, car l'Etat, même dans un pays ruiné trouve toujours de l'argent pour l'Armée, et dispose des Grands Moyens pour le faire sortir des bas de laine les plus têtus et rouler dans les coffres-forts.

Ce que M. Milliard ne pouvait faire directement, l'Etat et cette espèce de fatalité historique qu'il incarne et que le peuple adore, le faisaient pour lui.

Les feuilles publiques parlaient de hausse et de baisse, de crise de confiance et de haute conjoncture, de marché lourd et de marché ferme, comme s'il s'agissait de la pluie ou de la nouvelle lune. Elles parlaient de chômage et de prospérité, d'alliances et de risques de guerre,

d'espace vital et de débouchés, et les braves gens disaient : Rien à faire ! c'est comme ça ! Et M. Milliard, avec une gravité imperturbable, souriait en dedans.

Car en hausse comme en baisse, en paix comme en guerre, sans souci des frontières ni des lois, ni des paniques, ni des illusions que répandaient sa presse, M. Milliard emplissait ses poches.

Et pourtant M. Milliard n'était pas heureux...

C'est une triste vie que celle qui vient de s'achever.

Dernière heure. — Au moment de mettre en page, nous apprenons que notre collaborateur avait vu sa bonne foi surprise par une mystification. Renseignements pris à une source autorisée, nous sommes en mesure de rassurer nos lecteurs, M. Milliard se porte bien.

LA REDACTION.

La France dans le Monde

(Suite de la page 5)

le fonctionnement peut, à tout instant, être paralysé par le droit de veto, ne doit pas nous faire illusion. Les débats de la récente réunion de l'O.N.U. à Londres sont on ne peut plus significatifs.

Mais en politique, aucune situation n'est sans issue. En attendant la transformation de l'O.N.U. en un organisme mondial supranational, disposant de l'autorité morale et de la force matérielle suffisantes pour imposer et maintenir la paix, — solution à laquelle vont nos préférences — une étape intermédiaire serait la création d'un troisième élément sur l'échiquier international, d'égale puissance à chacun des Deux-Grands, élément qui servirait naturellement d'arbitre entre l'U.R.S.S. et l'U.S.A.

On connaît l'exclusive lancée par l'U.R.S.S. contre toute organisation des États de l'Occident Européen, organisation baptisée « bloc occidental » et que l'U.R.S.S. considère comme une machine de guerre anti-soviétique. Cette attitude s'explique difficilement au- jourd'hui, quand l'isolement de l'U.R.S.S. n'est plus qu'un mauvais rêve, et que tous les pays de l'Europe Occidentale sont des pays démocratiques, essentielle- ment pacifiques et liés par des pactes d'amitié avec la Russie Soviétique. Le seul bloc qui mérite la mé- fiance de l'U.R.S.S. est le bloc anglo-saxon, dans la formation duquel la politique soviétique a ses res- ponsabilités, pour avoir de son côté, inspiré et animé un groupement oriental entièrement dévoué à ses intérêts.

Il est difficile d'imaginer pourquoi l'U.R.S.S. con- sidère le tête-à-tête avec le bloc anglo-saxon comme lui étant favorable ! La logique aurait voulu que ce soit elle qui encourage une formation intermédiaire à structure fédérale, suffisamment forte pour rester indépendante et capable de faire toujours pencher la balance du côté de la justice et de la paix inter- nationales.

Un tel groupement de nations libres qui compren- drait nécessairement la Grande-Bretagne, serait favorable à l'U.R.S.S. puisqu'en dissociant le bloc anglo-saxon à direction américaine et capitaliste — et il semble bien que cette dissociation soit un des buts immédiats de la politique russe — il renforcerait le front des démocraties et du socialisme. Mais la logique fait souvent défaut en politique et les peuples comme les individus, sont souvent victimes de leurs passions.

(A suivre)

Un ploutocrate chez STALINE (II)

Pourquoi les Russes aiment le COMMUNISME

Extraits du reportage de William WHITE



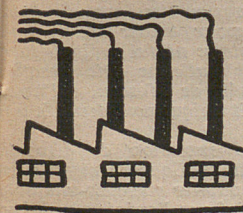
UN banquet soigné nous est servi dans la salle à manger du directeur après notre inspection. Il y a à nouveau les verres à vin rouge, à vin blanc, à champagne et à vodka, et toute l'effrayante série des hors-d'œuvres...

Les hommes qui sont autour de la table ont trente-deux ans en moyenne. Ce sont des jeunes gens sérieux, travail- leurs, désireux de faire leur chemin dans le monde; ils appartiennent au même type que ceux que vous pourriez rencontrer à un déjeuner de jeunes admi- nistrateurs dans une usine américaine. En 1917, lorsque le parti communiste était révolutionnaire, c'étaient des enfants de quatre ou cinq ans. En gran- dissant ils ont suivi le P. C. parce qu'il représentait l'autorité, la puissance et la richesse.

Le lendemain Kirilov nous emmène à l'usine où l'on fait les autos de l'Union soviétique. En Amérique, la douzaine des grandes compagnies fabrique une centaine de modèles. Dans cette société sans classes une compagnie fait un seul modèle, et sa production entière va à la classe privilégiée : communistes du sommet, directeurs d'usine, et fonctionnaires du gouvernement.

La voiture ressemble assez à une Oakland 1935 conduite intérieure. Son nom, prononcé « Zees » en anglais vient de trois mots qui signifient « usine du nom de Staline ».

Pour débiter l'usine a acheté en 1930 pour 125 mil- lions de dollars de machines américaines, pour une période de cinq ans.



AUCUNE ABSENCE N'EST PERMISE

Eric demande comment on résoud la question des absences. Le directeur est embarrassé par le mot. Lorsqu'il a finalement compris, il dit que l'ab- sentéisme n'existe pas ici. Les ouvriers paresseux ou qui arrivent en retard,

sont réprimandés par la voie du journal mural, ou dénoncés par le système d'apostrophe publique de l'usine, si cela arrive deux ou trois fois, le syndicat règle la question avec l'ouvrier. Nous comprenons qu'on procède alors à quelque chose d'assez laid (« a grim proceeding »); en tout cas l'absence semble être ici un fait aussi rare qu'au pénitencier d'Atlanta — et, en grande partie pour les mêmes raisons.

On nous promène dans l'un des ateliers afin de nous montrer les machines. Là, il y a un plasticateur Gordon qu'on nous dit avoir été autrefois utilisé à l'usine Ford de la Rivière Rouge. Sur une voie ferrée nous voyons, exposées aux intempéries encore tout emballées, 12.000 tonnes de mécanique américaine. C'est une installation Ford complète pour pneus, emballée et envoyée en Russie l'an dernier.

De retour dans le bureau du directeur, Eric demande à savoir quelle fraction de leurs salaires les ouvriers soviétiques donnent pour la guerre; il dit qu'en Amé- rique cela va souvent aux alentours de 10 %. Chewni- kov nous dit fièrement qu'en Union Soviétique les ouvriers donnent parfois jusqu'à deux et trois mois de salaires. Il est vrai que lorsque l'ouvrier soviétique a acheté toute la nourriture que ses tickets de ration lui accordent, sauf à l'occasion d'une représentation cinématographique, il n'a presque aucune possibilité de dépenser son argent.

Le soir nous allons à la représentation d'un ballet de Tchaïkowsky au théâtre Bolshoi, le Grand Opéra de Moscou. La représentation est magnifique, supé- rieure à tout ce que j'ai vu sur n'importe quelle scène, en n'importe quel pays; danses, costumes, jeux et mises en scène, sont pleins d'une imagination débordante. Ce peuple a le génie du théâtre. Le théâtre est peut-être la seule chose de l'Union soviétique qui puisse se targuer d'un développement et d'une tradi- tion ininterrompue.

Le lendemain nous visitons une usine qui fabrique des moteurs pour bombardiers en piqué. Eric indique qu'il a aussi une usine, et les Russes se montrent immédiatement intéressés. « Combien d'ouvriers emploie-t-il? » 2.000, leur dit-il. « Combien sont-ils payés? » « La plupart sont payés à l'heure. » « Pour- quoi pas aux pièces? » « Parce que nos syndicats ouvriers combattent le travail aux pièces. » L'état- major de l'usine en est estomaqué. Ce sont des trop jeunes hommes pour savoir que de 1917 à 1934 le « travail aux pièces » était dénoncé comme un moyen machiavélique d'exploiter les ouvriers. Plus tard, lorsque ce mode de travail fut adopté, à grand bruit, sous l'appellation de « stakanovisme » il fut présenté aux Russes comme une invention socialiste inconnue dans le monde capitaliste. Ces jeunes gens ont grandi derrière le voile.

Quel salaire touche l'ouvrier moyen? Lorsque la somme a été traduite en roubles, ils accueillent poli- ment notre affirmation, mais on peut voir qu'ils suspectent Eric d'exagérer.

Comment, demandent-ils, une compagnie électrique aussi petite que celle de Johnston, peut-elle rivaliser avec un géant comme la General Electric? Comment se fait-il qu'elle ne soit pas ruinée? Eric explique alors que nous nous sommes aperçus en Amérique que lorsqu'une Compagnie a atteint certaines dimensions son rendement diminue. Ils se regardent alors l'un l'autre et échangent des signes d'approbation.

LE N. K. V. D. (GUÉPÉOU) INTERVIENT

Ils sont tous très attentifs à nos paroles et le jeune directeur a ouvert la bouche pour poser une autre question lorsque l'homme pauvrement vêtu du N. K. V. D. qui est toujours avec nous se lève et met fermement sa main sur l'épaule du directeur. Il convient que nous allions immédiatement visiter l'usine... Cela ne s'était pas encore produit...

Nous jetons un coup d'œil dans le réfectoire des ouvriers. Le repas consiste en une bouillie de sarrasin, du pain noir et du borsch, qui est une bonne soupe de viande et de chou. Plus loin est la salle à manger des contremaitres. Ils ont les mêmes plats, plus du caviar noir pressé.

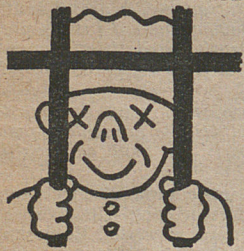
Plus loin encore la salle à manger des ingénieurs. Ils mangent comme les contremaitres, excepté qu'ils peuvent avoir à volonté du pain blanc ou du pain noir, qu'ils ont une bonne portion de beurre, et que leur caviar est celui qui coûte le plus cher ; du caviar, non salé et non comprimé.

Maintenant nous arrivons à la salle à manger du directeur où je note les principaux articles du menu : vodka, vin rouge, vin blanc, champagne, caviar, beurre, esturgeon fumé, concombres salés, chou, veau froid, salami, langue de bœuf fumée, pâtisserie et gâteau composé de fines assises de chocolat...

Nous apprenons (mais pas par nos hôtes russes) que le système de castes, que nous venons de voir appliqué dans les salles à manger est en usage dans toutes les usines. Les Russes ont énormément développé l'état-major des employés à faux-cols et des ingénieurs. Et une fois que quelqu'un est devenu ingénieur il perdrait tout prestige si, comme le font tous nos ingénieurs américains, il passait une salopette et s'installait devant un banc pour montrer aux ouvriers comment il faut faire, ou pour dépanner la chaîne d'assemblage.

A la révolution de 1917 la Russie était un état féodal dirigé depuis mille ans par une caste, et vingt-cinq ans n'ont pas plus supprimé cela qu'ils n'ont changé la nourriture russe ou les verbes russes. Aussi cette nouvelle bureaucratie issue du prolétariat, se sépare-t-elle instinctivement en castes.

Quoique les planchers de cette usine et son éclairage soient supérieurs à ceux de la plupart des autres usines, et que la table hospitalière de son directeur soit beaucoup mieux que la salle à manger privée du président d'une grande Compagnie américaine, ses chiffres de production sont assez mauvais par rapport aux moyennes américaines. La production de ce moteur soviétique demande environ 1.000 journées d'ouvrier. Un moteur américain de puissance comparable demande un peu moins que 200 journées d'ouvrier. 15.000 ouvriers, munis de machines outils Pratt et Whitney (il y a aussi quelques excellentes machines allemandes et suisses) tournent seulement 15 moteurs par jour.



POURQUOI LES RUSSES AIMENT LE COMMUNISME

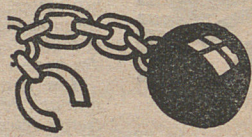
Je commence à comprendre petit à petit ce pays et ce peuple. Supposez que vous soyez né et que vous ayez passé toute votre vie dans un pénitencier assez bien dirigé, qui vous oblige à travailler dur, vous fournit un endroit pour dormir, trois repas par jour et assez de vêtements pour vous tenir chaud.

Supposez que les murs soient couverts d'affiches

vous expliquant que la liberté et la justice ne peuvent être trouvées qu'entre les murs de cette prison ; qu'à dehors il y a seulement le désordre, les grèves, l'incertitude, le chômage et l'exploitation des travailleurs ; tandis que cet endroit fonctionne uniquement pour votre profit. Supposez qu'il soit également expliqué que le directeur et les gardiens sont là en grande partie pour vous protéger de la malveillance du monde extérieur.

Inutile de dire que, dans ces conditions, si quelqu'un essayait de vous relâcher, ou vous en menaçait, vous le combattriez comme un traître.

Il y a cependant une différence importante entre les habitants de l'Union soviétique et les pensionnaires du pénitencier de l'Etat du Kansas à Lansing. J'ai souvent rendu visite à un vieil ami. La nourriture et l'habillement sont à peu près les mêmes dans les deux endroits, peut-être un peu mieux à Lansing. Mais si mon ami du Kansas avait estimé que son pénitencier n'était pas bien dirigé, et avait exprimé l'espoir qu'il pourrait y avoir un changement de directeur, il n'aurait pas couru le danger d'être justifié même s'il avait été entendu par un mouchard.



L'« OPINION PUBLIQUE »

L'opinion publique en Russie est fabriquée au laboratoire consummée d'un artiste jouant au grand orgue d'une cathédrale, dont les mains courent prestement sur de nombreuses clefs. Ainsi le peuple russe fut heureux jusqu'au délire de la conférence de Téhéran. Staline, Churchill et Roosevelt s'étaient assis à la même table. La Russie soviétique pouvait enfin compter sur de puissants alliés. Elle ne serait plus la nation paria, la nation hors caste du monde.

La bureaucratie était également satisfaite, mais elle était inquiète de cette vague d'internationalisme et de bons sentiments à l'égard du Monde occidental. Tant qu'experts dans le maintien du sentiment public ils se méfient de toute émotion publique qu'ils n'ont pas suscitée, ou qui menace de se soustraire à leur contrôle. Supposez, par exemple, que l'Union soviétique puisse avoir présentement de bonnes raisons pour changer d'attitude à l'égard de ses alliés d'aujourd'hui ?

On publia dans la Pravda une petite histoire se disant câblée par un correspondant spécial (bien qu'aucune histoire de ce genre ne soit passée par la censure du Caire), selon laquelle les Anglais étaient en train de négocier en pays neutre, avec de hauts fonctionnaires allemands, pour traiter d'une paix séparée. Naturellement l'histoire ne fut radio-diffusée dans aucun des nombreux bulletins d'information étrangers donnés par la radio de Moscou, à l'usage des autres pays, car elle était uniquement destinée à la consommation intérieure.

L'histoire provoqua une explosion de démentis indignés en Occident, dont le Gouvernement russe accepta, après pression, de publier quelques-uns dans la Pravda, mais l'effet désiré sur l'opinion publique russe avait été atteint. La bonne volonté inter-alliée avait été refroidie suffisamment pour que l'opinion publique puisse facilement être retournée si le besoin s'en faisait sentir...

Aujourd'hui il y a un dîner de tonnerre de Dîner auquel Eric, Joyce et moi sommes invités. Il est donné par Molotov pour célébrer l'anniversaire de l'accord concernant notre aide et celle de l'Angleterre ; hôtes d'honneur, sont les ambassadeurs anglais et américains...

L'ÉGLISE EST MAINTENANT TOLÉRÉE



Dessins de BRUN

Après la révolution de 1917 la plupart des chefs de l'église orthodoxe émigrèrent dans les Balkans, et Hitler, dans ses plans pour envahir l'Union soviétique utilisa cet arrière-fonds historique. Il créa dix-neuf églises orthodoxes à Berlin, y compris une cathédrale et consacra des millions de Reichsmarks à leur entretien. Lorsqu'il eut envahi la France il commanda de la soie pour faire des vêtements sacerdotaux. Quand il entra en Russie il se proclama le Protecteur de l'Eglise russe, chaque intendance de l'armée allemande fut dotée de tout un lot de ces vêtements ainsi que de vases sacrés, et les églises furent partout réouvertes en Ukraine.

Lorsque les communistes abandonnèrent leur propagande contre la religion, et suspendirent la publication officielle de la Société des Sans-Dieu à cause du « manque de papier » leurs critiques à l'étranger insistèrent sur ce point que ces mesures étaient prises uniquement pour impressionner l'étranger.

Ces critiques avaient tort. Le Parti avait des raisons intérieures plus sérieuses pour changer de politique. Car les Allemands étaient en train de faire leur chemin en Ukraine avec leur propagande religieuse, et on en chuchotait par toute la Russie. Non seulement cela plaisait aux vieux, mais même beaucoup de jeunes gens rejoignaient les Allemands. En réponse à cette propagande allemande en Ukraine, trois dignitaires de l'Eglise russe orthodoxe furent invités à venir voir Staline et le 4 septembre 1943, la réconciliation formelle eut lieu. L'Eglise prit sa place au Conseil des Commissaires du Peuple...

ILS NE PEUVENT COMPRENDRE LA LIBERTÉ



Ce soir un grand dîner est donné en l'honneur d'Eric par Popkov, de Léninegrad, qui est un personnage important dans l'organisation communiste de cette région.

Popkov nous dit la principale chose qu'il ne comprend pas de notre pays : nous sommes en train de faire la guerre ensemble, et pourtant nous laissons subsister en Amérique une presse « fasciste » ; elle est évidemment fasciste puisqu'elle critique fréquemment la Russie. Pourquoi laissons-nous la Russie et son chef-être critiqués en Amérique ?

L'Amérique, dis-je, est un pays libre, et a, en conséquence, une presse libre. Et quoique la plupart de nous soutiennent, et notre Président et la Russie, nous combattrions tous quiconque essaierait d'empêcher qu'on ne les critique. Parce qu'un pays où la critique est morte n'est pas un pays de liberté. Le droit de critique, ajoutai-je, est la plus importante des libertés pour lesquelles nous sommes en train de combattre.

Alors se produisit cette chose curieuse. Quelques-uns des camarades de parti de Popkov qui participaient au dîner étaient des hommes du vieux temps, entre cinquante-huit et soixante ans. Ils souriaient en m'écoutant et faisaient des signes d'approbation. L'un d'eux, qui avait pu être un architecte, préparait même ses mains pour applaudir, mais il regarda Popkov, et il n'applaudit pas...

LA CENSURE

La Russie possède la censure la plus rigoureuse qui soit dans tout le monde civilisé. J'en fis la première expérience lorsque je lui soumis un récit de mon voyage à Léninegrad qui contenait cette phrase : « Les Finlandais sont en train de combattre dur pour Viborg, qui avant 1939, était la seconde ville de Finlande. » La censure raya les mots soulignés. Pourtant ils ne contenaient aucune information militaire, rien qui ne soit dans n'importe quelle géographie d'école primaire.

Les journalistes étrangers m'expliquèrent pourquoi l'on m'avait fait cette coupure ; quand l'Union soviétique a des prétentions sur un territoire, aucun article ne doit mentionner que ce territoire a autrefois appartenu à une autre nation. Par exemple, pour les états baltes : Estonie, Lituanie et Lettonie, qui sont maintenant annexés à l'Union soviétique, rien ne peut être câblé de Moscou qui fasse allusion au fait qu'ils furent des républiques indépendantes...

La censure supprime naturellement tout ce qui pourrait donner au monde extérieur une impression défavorable sur les conditions de vie qui prévalent en Russie. Un correspondant étranger ne peut indiquer la ration mensuelle de pain ou de viande, et il ne peut pas dire qu'il y a des classes favorisées qui ont droit à des taux de ration particuliers. Il ne peut pas dire qu'en dehors du maigre lot des denrées rationnées les prix des subsistances achetées sur le marché libre sont devenus grandement inflationnistes dépassant tout ce que le marché noir américain peut rêver. Pareillement les autorités cachent rigoureusement combien de centaines de milliers d'habitants de Léninegrad sont morts de faim durant le siège, ce qui a pour résultat que le monde sait peu de choses sur les sacrifices consentis par le peuple russe...

Les correspondants militaires ne peuvent jamais visiter le front, il leur arrive cependant d'être emmenés en troupe pour des visites dans des villes récemment libérées, ou dans les états-majors de l'arrière. Un censeur auxiliaire les escorte toujours, et l'une de ses fonctions est d'enregistrer ce qui arrive. Si quelque chose échappe au censeur pendant le voyage, les reporters n'ont pas l'autorisation d'en faire mention. Cela n'est pas arrivé ! Et même dans les correspondances quotidiennes adressées de Moscou les censeurs caviardent tout ce qui n'est pas déjà paru dans la presse russe...

(A suivre)

LA RÉVOLUTION RUSSE

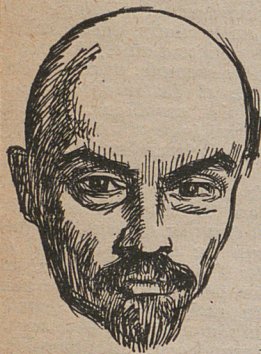
Pour comprendre l'évolution de la Russie Soviétique depuis 1917, vous devez lire :

- Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe 24 fr.
- Victor SERGE : 16 Fusillés 20 fr.
- H. GORTER : Réponse à Lénine sur « la maladie infantile du Communisme » 40 fr.
- HIDALGO : Un notaire espagnol en Russie. Préface de Henri Barbusse 50 fr.
- SOPRANOV-SMIRNOV : Avant Thermidor (opposition 1928) 40 fr.

Envoi franco de port. — Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefevre, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). C. C. Postaux : Paris 633-75.

LE RÉGIME SOVIÉTIQUE EST-IL SOCIALISTE ?

Par André ARIAT



UN schéma d'une irréprochable simplicité s'impose aujourd'hui à beaucoup d'esprits en France : le monde, au lendemain de la grande guerre mondiale se retrouve divisé en deux camps : d'un côté, les états capitalistes anglo-saxons ; de l'autre, le seul état ouvrier et socialiste : l'U.R.S.S. Les pays anglo-saxons et l'U.R.S.S. ont pu se trouver coalisés pour abattre le fascisme. Leur opposition irréductible demeure cependant. Ce n'est pas seulement une opposition d'intérêts mais une opposition de principes, qui domine la lutte pour l'extension des sphères d'influence. Lors du règlement de comptes historiquement inévitable, il s'agit de se retrouver du bon côté. Dès maintenant, en toute circonstance, il faut s'y préparer.

La conception traditionnelle de la lutte des classes se trouve ainsi transposée dans l'arène internationale. Les antagonismes sociaux à l'intérieur de chaque pays n'ont plus de sens qu'en fonction du conflit fondamental qui oppose l'état prolétarien et les états capitalistes. Le serment d'allégeance prêté à l'U.R.S.S. devient l'unique caution de l'esprit révolutionnaire et socialiste. On l'estime suffisante aussi bien que nécessaire. Telle est, par exemple, la conception qui inspire un ouvrage comme « La Libération trahie » (1) de M. Pierre Hervé.

M. Pierre Hervé défend l'orthodoxie de son parti, mais l'attraction d'une doctrine aussi simple s'exerce sur d'autres qui voudraient bien la suivre en réservant pour leur compte personnel la possibilité d'expressions plus nuancées. Dans le numéro 2 de « La Revue Internationale », M. Gilles Martinet déclare et souligne « qu'il ne s'agit pas d'être du camp de l'U.R.S.S., mais d'être dans le même camp que l'U.R.S.S. ». Cette subtile distinction ne modifie pourtant rien au fond des choses non plus que les réserves sur « L'Allelisme officiel » empruntées à M. Georges Friedmann. M. Pierre Hervé montrerait facilement que le camp de l'U.R.S.S. et le même camp que celui dans lequel se trouve l'U.R.S.S., c'est tout un et qu'il s'agit uniquement de savoir si l'on y veut entrer ou rester sur le seuil, comme le faisaient certains néophytes aux premiers temps du christianisme. D'ailleurs, si l'on admet que l'U.R.S.S. est « la chose qui existe », on ne voit pas bien comment celles qui n'existent pas encore pourraient avoir la prétention de traiter l'égal à égal avec une semblable puissance.

Il faut reconnaître une véritable continuité dans la politique des partis communistes, malgré la ligne historiquement zigzagante qui leur est tant reprochée. A travers tous les tournants, il est facile de découvrir une constante : la défense incondition-

nelle de l'U.R.S.S. De quel droit reprocherait-on de n'être pas conséquent avec eux-mêmes, à ceux qui admettent qu'il y a identité entre la stratégie de classe du prolétariat et les manœuvres tactiques de la politique extérieure soviétique. Mais c'est un tel postulat dont le bien-fondé demanderait à être démontré. Si on l'accepte sans examen, il va de soi que tout le reste s'ensuit. Mais c'est cette imperturbable logique, suspendue à un acte de foi pur et simple qui inquiète légitimement.

Qu'est-ce que le Socialisme ?

Personne ne niera que le but final du socialisme tel que l'ont toujours compris les marxistes, soit l'abolition de l'exploitation économique et de la domination politique de l'homme par l'homme. Par société socialiste, il faut entendre une société qui s'achemine vers la disparition des différences sociales et la résorption des fonctions de l'Etat dans la société. Les deux buts socialistes sont d'ailleurs absolument solidaires : c'est l'oppression économique qui engendre l'oppression politique et vice-versa. C'est l'oppression politique qui l'entretient ou qui la fait renaître. Le cercle vicieux de la misère et de la contrainte est de nos jours plus évident que jamais. C'est pourquoi le socialisme fut toujours inséparable d'un idéal de bien-être et de liberté.

Il est remarquable de constater qu'à cette définition du socialisme par ces buts, lorsqu'on veut administrer la preuve du caractère socialiste du régime soviétique actuel, on en substitue une autre qui concerne seulement la forme juridique de la propriété : le socialisme est le régime économique où les moyens de production et d'échange deviennent la propriété collective du peuple représenté par l'Etat. Dès lors, il n'est pas malaisé d'établir que, quels que soient en fait les rapports humains qui existent au sein de l'usine comme dans la vie publique soviétique, il s'agit bien d'un régime « socialiste », le « socialisme » étant défini en fonction de la seule administration des choses. Mais se contenter d'une pareille définition, n'est-ce pas se placer à un point de vue typiquement « bourgeois » : les partisans du capitalisme traditionnel ont toujours feint de croire que l'étatisme économique était l'âme même du socialisme. Se contentera-t-on de leur répondre que, lorsque le capitalisme privé continue à l'emporter sur le capitalisme d'état, dans leurs proportions respectives, le régime capitaliste persiste ? Ce serait admettre implicitement que, lorsque la proportion du capitalisme privé tombe à zéro et que le capitalisme d'état envahit tout, alors le socialisme est réalisé.

Les marxistes ont toujours soutenu que la différence entre le capitalisme d'état et le socialisme, réside dans la nature même de l'Etat et dans ses rapports avec la société. Or, personne ne peut nier que l'U.R.S.S. vive sous le régime politique du parti officiel unique, que ce parti qui rejette les tendances soit dans son sein aussi totalitaire que le régime auquel il préside et que, finalement, la

totalité des pouvoirs effectifs se trouve concentrée en Russie entre les mains d'un seul homme. En face d'une pareille centralisation du pouvoir, la contrepartie d'un contrôle démocratique n'existe pas, car on ne saurait donner ce nom à un plébiscite périodique où l'opposition est absente. C'est un pareil état qui dispose de la totalité du pouvoir économique en même temps que du pouvoir politique. Est-ce là le socialisme ? Redire que sans contrôle démocratique de la société sur l'Etat, il ne saurait y avoir de socialisme, c'est rabâcher une vérité première. Elle est cependant utile à rappeler, lorsqu'on nous invite à défendre l'U.R.S.S., inconditionnellement et en toute circonstance, sous prétexte qu'elle est le pays du socialisme.

Socialisme et Capitalisme d'Etat

En régime socialiste, les moyens de production et d'échange doivent bien être la propriété collective du peuple ou de la nation. Mais, si c'est là une condition nécessaire, ce n'est pas une condition suffisante. L'Etat n'est pas le peuple, il n'est pas la nation. Dans le meilleur des cas, il ne peut être que son mandataire. La gestion par l'Etat, des organes de l'économie ne peut avoir une signification socialiste, que dans la mesure où cet Etat lui-même est contrôlé démocratiquement. Les capitalistes privés ont pu être expropriés. Si l'Etat, maître de l'économie se soustrait au contrôle populaire, ce sont les conditions d'une nouvelle expropriation qui se trouvent réalisées. Mais, cette fois, il ne s'agit plus de l'expropriation des capitalistes privés, mais de celle du peuple dépossédé par l'Etat. Pour que cette expropriation soit effective, aucune formalité juridique nouvelle n'est nécessaire. Il suffit que l'exercice de la démocratie politique soit suspendu en fait. La transformation de l'Etat, de serviteur en maître de la société, transformation conforme selon

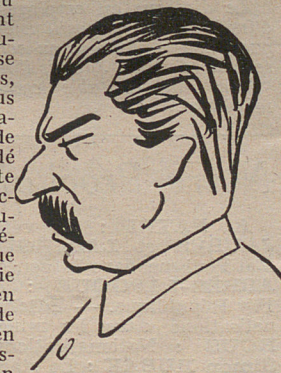
Marx et Engels, à la tendance naturelle de cette institution, a cependant des conséquences autrement graves en régime d'économie étatisée, qu'en régime de capitalisme privé. Elle n'a pas seulement la signification d'un changement de régime politique, mais celle d'un changement de régime social. Pour cette raison, Marx et Engels, et après eux Lénine, insistaient sur la nécessité de détruire l'ancien appareil bureaucratique de l'Etat, comme condition préliminaire à la construction du socialisme. Avaient-ils cependant suffisamment songé à l'éventualité de sa renaissance sur des bases nouvelles ? Il faut bien reconnaître que cette question, posée par Bakounine et par Proudhon est une de celles auxquelles le marxisme classique n'a pas répondu. Mais, n'ayant pas la prétention de donner des « recettes pour faire bouillir les marmites de l'avenir », il avait prévenu par avance, qu'il ne saurait répondre à tout.

On a coutume de dire que le personnel de l'appareil d'Etat, la bureaucratie ne saurait constituer une classe sociale au sens propre du mot, parce que l'Etat est une superstructure politique et que les classes ne peuvent se former que dans l'infra-structure économique de la société. Mais ce raisonnement d'apparence « marxiste » ne s'applique précisément pas à un état du type de l'Etat Soviétique actuel.

Dès lors, que l'état devient le maître de l'économie, l'infra-structure économique et la superstructure politique tendent à se confondre. Dans la mesure où l'Etat exerce ses nouvelles fonctions économiques, en dehors du contrôle démocratique populaire. La bureaucratie tend à s'élever au-dessus du reste de la société, en assumant la fonction des anciennes classes dirigeantes, et en héritant aussi de quelques-uns de ses privilèges. Il importe assez peu qu'ici on chicane sur ces mots pour savoir s'il s'agit d'une « classe », d'une « couche sociale » ou d'une « caste » dirigeante. Il suffit que la relation de maître à serviteur soit rétablie en fait, dans l'ordre économique aussi bien que politique, pour que l'on puisse considérer qu'un tel régime n'est pas le Socialisme. Il va de soi qu'il n'est pas davantage identifiable au capitalisme privé et il serait aussi vain que ridicule de sous-estimer d'énormes différences. Dire que « l'U.R.S.S. est un état capitaliste bourgeois comme les autres », est le type même de la formule vide de sens. Mais, s'empressez de conclure que, puisqu'il ne s'agit pas d'un état capitaliste bourgeois, il doit s'agir nécessairement d'un état socialiste ouvrier, c'est se satisfaire à bon compte de la simplicité des formules et se dérober devant l'analyse des faits. Il n'est pas douteux que l'économie planifiée est un élément essentiel de la construction du socialisme, mais la démocratie politique et économique en est un autre. Or, ni la démocratie politique, ni la démocratie économique n'existent en U.R.S.S.

Valeurs et limites de l'exemple soviétique

Procéder à cette dernière constatation n'est pas articuler un grief, mais reconnaître un fait. Il se peut que les conditions historiques pour l'avènement d'une démocratie à la fois politique et économique ne se soient pas trouvées réalisées en Russie, après l'écroulement du tsarisme. C'étaient celles d'un pays arriéré qui devait rattraper un énorme retard et qui ne pouvait le faire qu'au prix d'un « forçage ». Forçage et démocratie ne sont guère compatibles. Dans son discours du 9 février 1946, Staline justifie les méthodes soviétiques de gouvernement des hommes et d'administration des choses par des considérations qui n'ont rien à voir ni avec le bien-être, ni avec la liberté du peuple travailleur. C'est la perspective de la guerre prochaine qui selon lui, a orienté les différents plans quinquennaux, imposé le rythme de l'industrialisation et celui de la collectivisation. La supériorité des méthodes planifiées sur celles du capitalisme privé, vient selon Staline de ce que le développement de l'industrie lourde cesse d'être subordonnée à celui de l'industrie légère. La fabrication des moyens de production et des engins de destruction peut ainsi avoir systématiquement le pas sur celles des objets de consommation directe. La victoire obtenue dans la guerre est la justification de cette méthode, et Staline estime qu'il faut poursuivre dans cette voie, puisque les dangers d'autres guerres ne sont pas à écarter. Nous ne trouvons rien à redire à condition qu'on veuille bien ne pas confondre ni les buts, ni les moyens avec ceux du socialisme. Les marxistes avaient toujours pensé que l'industrialisation était la tâche propre du capitalisme. Le système soviétique apparaît comme une méthode pour hâter l'industrialisation des pays arriérés où la bourgeoisie s'est montrée défaillante dans l'exécution de sa tâche historique. En ce sens, le caractère progressif de ce système ne saurait être nié. Mais, par rapport à un certain type de condi-



tions initiales, et non pas n'importe où et dans n'importe quelles conditions.

Un coup d'œil rapide sur la carte du monde contemporain suffirait d'ailleurs à montrer que les régions les plus favorables à l'influence communiste soviétique ne sont pas les pays aucunement industrialisés où l'on trouve un mouvement ouvrier puissant, en possession d'une forte tradition syndicale et politique, mais des pays où la structure de l'économie repose encore sur la base d'une agriculture arriérée, où le prolétariat est d'origine paysanne encore récente. L'identification du communisme d'inspiration soviétique à la fraction la plus avancée du mouvement ouvrier mondial est une notion à réviser. Seule, parmi les grands pays de l'Europe Occidentale, la France possède un mouvement communiste qui passe pour avoir achevé la conquête de la majorité de la classe ouvrière parce qu'il a réussi à installer ses militants aux principaux postes syndicaux. (La carte électorale même récente de la France appellerait cependant d'autres constatations et montrerait que ce ne sont pas les régions les plus industrielles qui ont donné le plus de voix au Parti Communiste.)

La France n'est certes pas un pays arriéré du type de la Yougoslavie ou de la Bulgarie. Mais, quoiqu'il doive en coûter à notre amour-propre national, il faut reconnaître que ce grand pays mi-agricole, mi-industriel dont on vante l'équilibre est caractérisé depuis longtemps déjà par une économie stagnante. Il faut tenir compte enfin d'un facteur idéologique et sentimental habilement exploité, pour maintenir le prestige de la Révolution russe, quel que soit l'évolution du régime auquel elle a donné naissance : il s'agit de la tradition révolutionnaire française elle-même.

Qu'on le veuille ou non, les problèmes économiques et sociaux qui se posent devant le mouvement ouvrier occidental sont d'une autre nature que ceux qui ont été résolus en Russie, par les méthodes du capitalisme d'Etat. Les théoriciens de l'économie soviétique se flattent d'avoir résolu le problème des crises de surproduction et du chômage grâce à l'économie du plan. La Russie s'est trouvée en réalité devant le problème exactement inverse de celui qui se pose en Occident : il ne s'agissait pas pour les Russes d'amener la consommation au niveau des possibilités d'une production excédentaire, mais de construire dans un pays arriéré et au prix de n'importe quels sacrifices un appareil de production capable d'assurer l'indépendance nationale et la puissance militaire. A mesure que des conditions plus normales reviendront en Occident, on s'apercevra au contraire qu'il ne s'agit pas tellement de résoudre un problème de production, qu'un problème de répartition dans les pays où le capitalisme a normalement accompli sa tâche historique. Le pire défaitisme serait celui qui consisterait à attendre d'une troisième guerre mondiale, dont l'issue serait d'ailleurs incertaine, le salut d'une Europe retombée au point le plus bas de la barbarie, salut qui devrait être opéré grâce à l'imposition des méthodes du capitalisme d'état soviétique. La tâche propre au mouvement ouvrier occidental n'est pas de se considérer dès maintenant comme mobilisé par une troisième guerre mondiale, aux côtés de l'U.R.S.S. Elle consiste à frayer sa propre voie entre le bloc américain et le bloc soviétique par la construction en commun d'un socialisme démocratique qui serait en même temps la meilleure garantie de la paix. Si, pour des raisons objectives et subjectives, cette percée ne pouvait s'accomplir, cela ne signifierait pas que nous marchons vers le socialisme, mais en droite ligne vers la barbarie.

LE CINÉMA par Jean MITRY

(Suite de la page 31)

est ici entre les images, dans leurs rapports entre elles. Il est intérieur, profond, continu, et selon une gradation savante qui vous étirent dès le début et ne vous lâche pas une seule seconde.

Il apparaît même évident que les parties les plus faibles du film sont celles qui se passent en dehors de ces deux décors qui concentrent et resserrent l'action : quelques évocations peuvent être nécessaires mais dont l'une est un peu trop longue et le début qui est encore dépourvu de cette densité que prend le film aussitôt que nous entrons dans le sujet proprement dit.

Et quel art, quelle sobriété de moyens dans la façon de suggérer les tortures auxquelles les aviateurs sont soumis en ne montrant que le résultat de celles-ci : l'un qui ne doit plus, qui ne peut plus parler, l'autre secoué de tics nerveux, cet autre encore qui se traîne péniblement et celui-là qui tient ses deux bras fracturés dans un bandage de fortune.

Tout est suggéré par des détails, des nuances, des indications subtiles et l'action se développe avec une sorte de rigueur implacable, mathématique. Les images précises, dures, cruelles, la narration sèche et austère, composent une forme dépouillée qui confère à ce film grandeur et dignité.

Le dialogue est employé ici comme une manière d'indicatif, de proposition élémentaire, fondamentale, que l'image prolonge ou complète en en précisant le sens ou la portée. Jamais il ne se suffit à lui-même.

C'est une véritable leçon de cinéma et un film magistral.

Notre Prochain Numéro :

A. PATRI : La célèbre controverse entre **JAURÈS** et **LAFARGUE** sur : Idéalisme et Matérialisme dans la conception de l'histoire. — **ARRÈS-LAPOQUE** : La Constitution de la IV^e République. — **Michel BRUN** : Les nationalisations dans les mines du Nord. — **Jean ROUS** : Nationalisations et socialisations. — **Simon RUBAK** : Le stade actuel de l'évolution capitaliste. — **Edmond HUMEAU** : Le testament de **Marcel MARTINET**. — Poèmes de **Jacques PRÉVERT**. — La littérature, le théâtre, le cinéma, la musique et les arts.

LA PENSÉE SOCIALISTE

LES CAHIERS DU TRAVAILLEUR

Une lettre de Bracke.

L'actualité, par Jean Rous, J.-M. Hermann, L. Weitz, H.-P. Maret.

Des Etudes, d'Harold Laski, Robert Verdier, A. Martin, L. Vaillant, Roger Clair, Frédéric Engels.

La Tribune libre, par Guy Mollet.

Un récit, de H.-G. Wells ; les livres, etc.

LA PENSÉE SOCIALISTE.

Revue mensuelle, 18, rue d'Enghien, Paris (10^e).

Prix : 20 francs.

Abonnements : 1 an, 200 francs.

6 mois, 100 francs.

Réduction aux sections socialistes.

POÈMES - CHANSONS

par Jacques PRÉVERT

A la belle étoile

Boulevard de la Chapelle
Où passe le métro aérien
Il y a des filles très belles
Et beaucoup de vauriens
Les clochards affamés
S'endorment sur les bancs
Et de vieilles poupées
Font encore le tapin
A soixante-cinq ans.

Boulevard Richard-Lenoir
J'ai rencontré Richard Leblanc
Il était pôle comme l'ivoire
Et il perdait tout son sang
« Tire-toi, tire-toi d'ici... »
Voilà ce qu'il m'a dit
« Les flics viennent de passer
Histoire de se réchauffer
Ils m'ont « assaisonné ».

Boulevard des Italiens
J'ai rencontré un Espagnol
Devant chez Dupont tout est bon
Après la fermeture
Il fouillait les ordures
Pour trouver un croûton
« Encore un sale youpin »
Dit un monsieur très bien
« Qui vient manger notre pain. »

Boulevard de Vaugirard
J'ai aperçu un nouveau-né
Au pied d'un reverbère
Dans une boîte à chaussures
Le nouveau-né dormait
Dormait ah ! quelle merveille
De son dernier sommeil
Un vrai petit veinard
Boulevard de Vaugirard.

Refrain

Au jour le jour
A la nuit la nuit
A la belle étoile
C'est comme ça que je vis
Où est-elle l'étoile
Moi je ne l'ai jamais vue
Elle doit être trop belle
Pour le premier venu
Au jour le jour
A la nuit la nuit
A la belle étoile
C'est comme ça que je vis
C'est une drôle d'étoile
C'est une triste vie.

Le cauchemar

du chauffeur de taxi

Un taxi s'arrête
Des êtres humains descendent
L'un d'eux paie le chauffeur
Le chauffeur s'en va avec son taxi.
Un autre humain l'appelle,
Donne une adresse et monte
Le taxi repart : Vingt-cinq rue de Châteaudun
Le chauffeur a l'adresse dans la mémoire
Il la garde juste le temps qu'il faut,
Mais c'est tout de même un drôle de boulot.

Et quand il a la fièvre
Quand il est noir
Quand il est couché le soir
Des milliers, des milliers d'adresses arrivent
A toute vitesse
Et se bagarrent dans sa mémoire
Il a la tête comme un bottin, comme un plan de métropolitain.

Alors il prend sa tête entre ses mains
Et il se plaint tout doucement
Deux cent vingt-deux rue de Vaugirard
Trente-trois rue de Ménilmontant
Grand-Palais, gare Saint-Lazare
Grand-Palais, gare Saint-Lazare
Grand-Palais, Saint-Lazare
Grand-Palais, gare Saint-Lazare
Rue du dernier des mohicans
Place du colonel Ronchonot
Avenue du gros barbu, du gros barbu,
Boulevard des trois idiots.

Taxi, Taxi, taxi, taxi, taxi, pour la sortie
Taxi pour le Grand Prix
Taxi pour la princesse
Taxi pour la comtesse
Taxi pour le cocktail
Taxi pour les affaires
Taxi pour la Grande Guerre
Taxi, taxi, taxi, taxi, taxi pour le cimetière.



Dernières œuvres
de JOHN STEINBECK

par Jean JACQUOT

TANDIS que l'œuvre de Faulkner ou de Caldwell est mieux appréciée en France qu'en Amérique, celle de Steinbeck connaît aux États-Unis un immense succès. Son grand roman : *Les Raisins de la Colère* (*The Grapes of Wrath* (1)), le plus populaire de ses livres, est aussi le plus remarquable.

Avec *En un combat douteux* (2), Steinbeck avait déjà abordé un grand sujet social. Il avait fait, d'une grève des ouvriers agricoles, un récit vigoureux et émouvant. L'action de ce roman se situe, dans le temps, bien avant le fameux tournant politique de la Troisième Internationale, celui de 1935. Ses héros, deux militants communistes, voient dans la grève, non pas tant un moyen de faire aboutir des revendications immédiates, que d'intensifier la lutte de classe et de préparer la révolution. Ils sont mis par la passion de la justice, ils se sentent frères des opprimés, mais ils ont toujours devant les yeux le but final. Ils luttent contre un adversaire implacable, déloyal, ce qui les oblige à être aussi durs pour leurs compagnons de travail que pour eux-mêmes. Ils n'hésitent pas à ruser avec eux, à les exposer au danger, à leur imposer de grandes souffrances lorsqu'ils jugent que cela peut servir la cause. (C'est toute une conception de l'action révolutionnaire qu'il conviendrait de discuter ici. Du côté ouvrier il n'est question, que d'agitateurs professionnels, de sympathisants communistes et d'inorganisés. Et bien que Steinbeck parle incidemment d'une union régionale des syndicats, on ne voit nullement comment s'organise la solidarité intersyndicale; mais passons.)

Ce qui fait la grandeur dramatique du roman, ce n'est pas seulement le conflit, qui oppose les grévistes aux policiers, et aux jaunes. Steinbeck a su rendre sensible la tension qui existe entre ceux qui sont parvenus à se représenter la classe ouvrière dans son ensemble, à considérer ses intérêts dans le présent et dans l'avenir, et ceux qui ne voient que leur intérêt propre, celui de leur famille, ou tout au plus celui du petit groupe de camarades qui luttent coude à coude avec eux. Certes on voit, chez tel ou tel ouvrier, s'éveiller le sens des responsabilités, l'esprit d'initiative. Mais dans l'ensemble, la masse telle que Steinbeck la voit, demeure passive, ou cède à des élans capricieux : elle paraît faite pour être menée. L'auteur, qui observe parfois ses réactions avec le détachement d'un biologiste éprouve pourtant à son égard une chaude sympathie. C'est qu'il connaît bien cette catégorie d'ouvriers saisonniers, dont l'instabilité de leur emploi fait presque des vagabonds. Il évoque la vie grouillante et pittoresque du camp des grévistes avec un talent qui se retrouve dans la vaste fresque sociale qu'est son chef-d'œuvre : *Les Raisins de la Colère*.

En un combat douteux décrivait la pénétration de la pensée révolutionnaire dans la masse. Dans *Les Raisins de la Colère*, on voit apparaître lentement, mais spontanément, comme une aube indecise, la conscience révolutionnaire chez des paysans récemment prolétarisés.

LA CONDITION OUVRIÈRE

par André

UN adolescent est plongé dans le monde noir du travail. Il y suffoque, il veut s'en évader. Il est gonflé de désirs et d'espoirs, il voudrait vivre une vraie vie d'homme. Il s'aperçoit vite qu'elle passe à côté de son abrutissement quotidien et de la condition abjecte qui lui est faite. Mais la nécessité est là, qui, après quelques bouffées d'air pur respirées en fraude, le ramène à l'usine. Il décide alors de parcourir le cycle entier des travaux de l'homme-machine, mais ne trouve aux champs, sur les chantiers de montagne, dans la terrasse parisienne que la même dure exploitation de ses forces et la même inhumanité du travail.

Il essaie de trouver alors l'ultime recours dans l'évasion vers le dedans. Une conscience plus nette de son corps, de l'exercice de ses muscles, des rapports entre l'insolente réalité du concret et de sa volonté de la façonner lui donnent une liberté qui n'est encore qu'illusion. Il ne peut sauver cette part de lui-même qui le rattache à la commune humanité qu'en volant à sa vie d'esclave des instants où il étudie, médite, lit, écrit. Lui vient en même temps le sens d'une solidarité qui l'unit à ses frères diminués. De mécanique, elle doit devenir organique, se transcender en participation politique.

Il retrouve alors le chemin de sa classe

Les cultivateurs de l'Oklahoma sont les descendants vigoureux des pionniers qui défrichèrent la Prairie après en avoir chassé les Indiens. Mais, par suite de l'appauvrissement du sol et de la sécheresse, ils se sont endettés. Des sociétés financières les dépouillent de leurs lopins de terre. Des tracteurs remplacent les hommes; ceux-ci abandonnent leurs fermes natales et troquent charrues et chevaux contre de vieux tacots, s'en vont en longues caravanes, vers les riches terres de Californie, où des prospectus alléchants leur promettent le travail et l'abondance.

L'extase de ces paysans dépossédés, lorsqu'après bien des tribulations ils atteignent la terre promise, est de courte durée. La presque totalité du sol californien est entre les mains des grands propriétaires, qui imposent leur loi aux petits horticulteurs. L'afflux des sans-foyer, et le chômage qui en résulte, sont pour eux une aubaine, car ils entraînent un avilissement des salaires. Mais la présence de ces vagabonds affamés, au milieu d'un Eden fertile, est pour eux un danger terrible. L'entraide devient pour ces malheureux une loi naturelle. Policiers, agents provocateurs, ligues civiques dont les méthodes sont celles du fascisme se mettent à l'œuvre pour empêcher la solidarité de s'établir. Quiconque prétend discuter les conditions de travail avec les employeurs est considéré comme « rouge » et traité comme tel. Les camps dans lesquels sont les immigrants s'assemblent, tels des romanchels, sont fréquemment incendiés, sur l'ordre des autorités, sous prétexte de salubrité, et leurs occupants dispersés. On amène la population californienne contre les « étrangers », les gens de l'Oklahoma, les « Okies ». On excite les petits employés, les petits patrons contre

SANTON

dont il embrasse la cause avec ardeur et conscience. Il n'existe pas d'évasion individuelle, égoïste, c'est la classe entière qui doit parvenir à l'humanité. Pour chacun de ses participants, c'est au reste le seul moyen de vaincre la « tristesse » attachée à sa condition. Le salut individuel se conjugue avec le salut collectif.

Telle est la leçon du beau livre de Georges Navel (1). Par lui, ce n'est pas un auteur qui participe à la foire littéraire, mais une classe entière, dans ce qu'elle a de conscient, qui prend son droit à la parole. Les professionnels de l'écriture se penchent sur cet ouvrage, essayant de déceler les défauts qui pourraient le faire rejeter des catégories consacrées et le mettre à part, au rang des curiosités bien intentionnées. Ils y perdent leur peine : il est à cent coudées au-dessus de leurs productions, par la poésie humaine qui sourd à chaque page, et s'alimente à l'optimisme d'une classe dont on a crié trop tôt à la démission, par la maîtrise consommée d'un langage devenu lui aussi du concret lentement et sûrement façonné.

Littérature prolétarienne? Littérature du prolétariat qui a désormais assez de chair et de sang pour enrichir la culture de tous, bourgeois y compris, s'ils en ont encore le goût.

(1) Georges Navel : *Travaux* (Stock).

ces indésirables. Il existe bien des camps, créés par le gouvernement fédéral, où l'hygiène est excellent, et dont les Okies assurent eux-mêmes l'administration. Mais les employeurs, qui les voient d'un mauvais œil, parce que la démocratie et le respect humain n'y sont pas ignorés, s'efforcent d'y faire pénétrer leurs agents provocateurs.

Ce qui explique le légitime succès des *Raisins de la Colère*, c'est que le sujet, excellentement choisi, permet à l'auteur de démontrer, par des moyens irréprochables au point de vue artistique, l'absurdité d'un régime où chaque progrès technique entraîne un accroissement de la misère. Peut-être, de temps à autre, rencontre-t-on un personnage qui représente, d'une manière trop schématisée, une idée, une catégorie sociale. Mais, dans l'ensemble, le livre est profondément émouvant, bouleversant même, et bien que les scènes de violence et de sang y soient plus rares que dans tant d'autres romans américains, l'on éprouve en le lisant la compassion et la colère qu'éveille en nous toute offense grave à la dignité humaine.

Rien de plus tragique, en effet, que le sentiment de déchéance, de servitude, qui s'empare de ces hommes accoutumés à travailler libres sur une terre libre. Les personnages de Steinbeck sont un peu frustes et assez peu différenciés. Mais il sait leur communiquer une authentique vigueur populaire, et il sait admirablement exprimer le lien qui unit l'homme à la terre. C'est pourquoi le livre, qui se termine pourtant sur le tableau d'une accablante détresse, est exaltant. Ce n'est pas un conte « plein de bruit et de fureur, qui ne signifie rien » (3).

La famille Joad, dont Steinbeck nous conte la

lamentable odyssée, se désagrège peu à peu. Ce sont d'abord les vieux qui meurent sur la route, n'ayant pu supporter le déracinement. Les moins combattifs, ceux qui n'attendent pas le salut de l'entraide se détachent du groupe, dont la violence policière achève de briser l'unité. Les gosses s'étiolent, une fille met au monde un enfant mort-né. Pourtant les Joad ne sont pas vaincus, ce sont des forces de la nature. Comme le dit la mère, dont Steinbeck a fait une figure inoubliable, ils sont du peuple, ils sont le peuple, sans cesse piétiné, mais qui veut vivre et qui, dans les épreuves, se trempe et se fortifie.

Nombre de romans américains nous racontent le combat désespéré d'un ou de quelques individus contre un destin absurde, ou contre un ordre social auquel ils ne peuvent se conformer. Ici, le combat a un sens, et la défaite elle-même ne détruit pas l'espoir. C'est que Steinbeck s'est efforcé d'embrasser dans son ensemble un phénomène social. En nous montrant les causes profondes du mal, ils nous permet d'en discerner les remèdes. La condamnation du régime capitaliste, qui se trouve implicitement contenue dans cette œuvre, paraît résulter, non du parti-pris d'un propagandiste, mais de l'ampleur de vision d'un artiste. La réussite est assez exceptionnelle dans le domaine du roman social pour qu'on en souligne l'importance.

Durant ces dernières années, Steinbeck n'a écrit aucun roman qui soutienne la comparaison avec *Les Raisins de la Colère*. *Lâchez les bombes* (4) est une brochure de propagande qui nous renseigne sur le recrutement et la formation de l'équipage d'un bombardier américain. Pour que cette œuvre ait quelque rapport avec l'art, et offre un intérêt durable, il faudrait qu'elle se place non seulement au point de vue de ceux qui bombardent, mais de ceux qui sont bombardés.

Dans *Nuits Noires* (5), qui décrit les rapports de la population et des envahisseurs dans un petit pays occupé par les nazis, Steinbeck nous fait mieux voir le pour et le contre — encore qu'il ait recours au vieux procédé, inventé par Eschyle, qui consiste à faire prononcer par l'ennemi sa propre condamnation. — On ne peut manquer de lire avec bienveillance un livre qui se propose de montrer que, comme l'avait déjà constaté Machiavel, on peut détruire un peuple libre, mais non l'asservir.

Comme correspondant de guerre, Steinbeck a pu connaître les souffrances de l'Europe. Sa sympathie vibrante pour les victimes du nazisme, son intuition d'artiste ne lui permettent de diviner que dans une certaine mesure l'atmosphère des pays occupés, et *Nuits Noires* n'a pas la valeur d'un témoignage vécu. L'extrême dépouillement du récit renforce peut-être l'effet dramatique. Mais Steinbeck se fait du conflit une idée par trop rudimentaire. Il passe sous silence les antagonismes sociaux qui subsistent à l'intérieur des pays occupés, l'attitude équivoque d'une bourgeoisie misant à la fois sur la résistance et

(1) Publié en 1939 par The Viking Press, Inc, New York.

(2) Publié en avril 1940 par la N. R. F. Quelques années plus tôt avait paru, chez le même éditeur, *Des Souris et des Hommes*.

(3) Ces paroles de Macbeth ont inspiré à Faulkner le titre d'un de ses livres.

(4) Publié en traduction en 1945 par les Editions transatlantiques.

(5) Editions de Minuit.

la collaboration. Les officiers allemands ne sont pas de mauvais types, ce sont les exécutants d'une colossale entreprise. reposant sur une erreur psychologique non moins colossale, celle qui consiste à croire qu'il faut courber indéfiniment sous le joug l'esprit de l'homme. Nous assistons à leur démoralisation progressive, devant l'hostilité silencieuse de la population. Mais le livre ne jette aucune lumière sur la mentalité nazie, ni sur les causes profondes de l'hitlérisme.

Dans Rue de la Conserverie (Cannery Row) (6), Steinbeck se trouve plus à son aise, les pieds sur le sol natal de Californie, au milieu des aimables vauriens dont il avait déjà conté les exploits dans Tortilla Flat. Mac et ses compagnons vivent selon la nature : ils adorent manger et boire, dormir, se battre, faire l'amour. Ils ont une sainte horreur du travail. Ils demeurent très proches de l'animalité, mais sont capables de beaucoup d'ingéniosité et de délicatesse. Ils sont remplis de bonnes intentions à l'égard du prochain, malheureusement la chair est soumise à de multiples tentations qui font souvent échouer leurs plus louables projets.

Le livre nous fait oublier les misères de la vie des vagabonds, dont il évoque seulement le pittoresque. Le drame social passe à l'arrière plan, mais nous aurions tort de nous plaindre, car cela nous vaut de bien savoureuses histoires. Peut-être est-ce d'ailleurs dans Cannery Row qu'il faut chercher la philosophie, assez simple, de Steinbeck. Il voit la sagesse suprême dans le libre épanouissement de l'instinct et du sentiment, étouffés par le machinisme, le culte du rendement, le goût exclusif de la réussite matérielle. Comme tous les livres, Cannery Row est imprégné des odeurs grisantes de la mer et de la campagne, tout frémissant de la vie des bêtes. Il y a du faune et du saint François d'Assise, dans le personnage de Doc, qui est l'objet de nombreux élans de sympathie, qui rend la fraternité plus facile à ceux qui l'entourent, et qui pourtant demeure solitaire et un peu mystérieux. L'œuvre se termine sur un chant lyrique qui jaillit soudain, très pur, au milieu d'un grand tumulte dyonisiaque.

(6) Publié en 1945 par The Viking Press, Inc, New-York.

Notes brèves

« JE ME SOUVIENS » par Georges Simenon. — Du mauvais Simenon. Des souvenirs qui ne veulent pas en être et qui ne sont pas non plus un roman. Une atmosphère pénible compliquée par la forme épistolaire choisie par l'auteur qui en parlant trop de lui, a rompu le charme des faits divers qu'il avait l'habitude de raconter. On peut dire, en paraphrasant Louis XI que Simenon était le premier auteur de roman policier et qu'il est devenu un des derniers écrivains de roman tout court. (1 vol. 300 fr., Les Presses de la Cité.)

LE JOURNAL D'UNE PETITE FILLE par Martine Rouchaud. — Des histoires bêtes dans un style poli, repassé. Des aventures qui ont perdu avec leurs mots naifs leur fraîcheur et leur parfum de jeunesse. Un livre correct, mais ennuyeux. Des histoires d'enfants déflorées par les corrections d'une grande personne, quelques heures d'ennui. (1 vol. 105 fr., N. R. F.)

« DU PHILANTROPE A LA ROUQUINE » par Henri Troyat. — Des contes savoureux, du même genre que ceux groupés sous le titre de « La Fosse Commune ». Par son style et le genre des histoires qu'il raconte, Troyat se rapproche ici de Marcel Aymé. Une mauvaise présentation et un titre qui évoque aussi bien la généalogie que la gastronomie nuisent au livre qui est pourtant très attachant. (1 vol., Flammarion.)

La Mort de Jean Madec

de Brice PARAIN

(Grasset éditeur)

LE premier roman de Brice Parain ne se sépare pas de ses précédents essais sur la misère et la France qui conduisent leur auteur à méditer la fonction du langage. Au moins autant que chez Sartre, l'histoire racontée porte signification d'une expérience intérieure, rapportée à la parole.

« L'impossible, c'est d'être à la fois vivant et véritable, Jésus et Néron, Socrate et Judas, le sage et le fou, l'artiste et l'innocent, tout cela en un même corps, qu'on ne pourrait pas sauver par surcroît. L'impossible, c'est qu'on est hors d'état de rien changer sans l'avoir dit. » Ces phrases dissipent toute équivoque sur les intentions. Il s'agit de savoir comment le dégoût que tuer et mentir laissent dans l'âme permet encore à Blaise Delanoue de mourir en vérité.

L'aliénation de la vie ou l'aliénation de la vérité, ce n'est pas un choix que l'existence détiend indifféremment. Parain tient pour la vérité et il se dit ainsi chrétien : « L'on a droit à rien, c'est la seule vérité. » Mais alors il faut conclure que « celui qui meurt en disant qu'il veut vivre sauve la vérité ». Voilà où il veut en venir.

Quels rapports entre la mort assez épisodique de Jean Madec et l'accomplissement de la parole par Blaise Delanoue dont le personnage emplit entièrement le livre? Ils sont difficiles à déchiffrer et il semble bien que Parain ait surtout entendu authentifier par cet exemple les existences qui paraissent inutiles.

Avec Poulaillé, Parain est l'un des auteurs prolétaires les plus efficaces. On ne s'étonnera donc point que son premier roman vienne du pays briard avec une histoire qui lui ressemble avec les clochers, les greniers, les familles et les communautés où un sacré souci de justice fait que les gens de ce pays, comme en Russie à la même époque, payaient de ne plus dire la vérité. Il arrive alors que le besoin de silence qu'ils ne pouvaient plus contenir que par la mort soit déterminant.

Ce qu'il faudrait souligner, c'est que cette explication d'une foi reprend toute l'histoire d'une époque absurde et coûteuse pour l'humanité. « Il faut toujours compter, dit-il, ce que chaque parole coûte de vies humaines. Puis on fait l'addition. Je suis impatient de savoir si quelqu'un de chez nous osera avouer, un jour, le nombre de morts inutiles à la guerre. »

Entièrement d'accord, le roman de Parain sur l'avant autre guerre n'est nullement parasitaire.

Edmond HUMEAU

MON JOURNAL DEPUIS LA LIBÉRATION, de Jean Galtier-Boissière. — Un livre d'échos bien sentis et qui nous délasse du jésuitisme de la plupart des ouvrages politiques que nous avons pu lire depuis septembre 1944. Puisque Galtier-Boissière n'épargne personne, il n'y a pas raison de l'épargner et on peut lui reprocher de graviter dans ce journal autour de ses amis. Untel de la B.B.C. et X qui était à Londres, cela finit par devenir monotone. Il n'en reste pas moins qu'avec les deux « journaux » de Galtier-Boissière nous avons un témoignage vivant et coloré des années 1940 à 1945. (Editions : La Jeune Parque, un vol. : 110 francs.)

R. MESSAC

LIVRES D'HIER ET DE DEMAIN

Le Livre de Goha le Simple

de ADES et JOSIPOVICI

IL n'y a presque rien à reprendre à la préface qu'Octave Mirbeau a écrite pour ce livre, paru en 1916. Il connaissait les auteurs, deux Egyptiens, cependant, quand ils lui apportèrent le manuscrit de « Goha le Simple », il ne s'attendait pas à se trouver en face d'une œuvre de génie. Il en fut ému. Nous le sommes aujourd'hui en lisant pour la première fois ce livre.

Le Livre de Goha le Simple peut se ranger dans le rayon des livres exotiques, section Orient. Le mal que dénonçait à l'époque Octave Mirbeau à propos de la littérature dite exotique, on peut le diagnostiquer encore aujourd'hui. « Tranquilles amours de nos ministres plénipotentiaires et de nos consuls généraux, méditations devant une colonne brisée, faux pittoresque, érotisme facile, nouveaux contes d'Orient ou traductions antiques, on se sent gagné d'une immense fatigue rien qu'au souvenir de ces platitudes ». Rien de tel avec « Goha le Simple ».

C'est l'histoire au jour le jour, la petite semaine d'une ville d'Orient tout à fait ordinaire parmi les autres villes d'Orient. On y découvre la vie familière des harems et quand on est parvenu à se débarrasser de notre préjugé occidental sur la grandeur et la misère des courtisanes, on se rend compte que ces femmes ont peu de choses à envier aux compagnes de nos ouvriers, de nos paysans, de nos petits bourgeois.

On y entend les conversations quotidiennes des artisans, des ouvriers et des philosophes et l'on comprend que le ridicule ne tue pas davantage en Asie qu'en Europe, mais que le bon sens, ni l'humour n'y manquent pas pour autant.

On y voit des grouillements de masses, des remuements de foules et des actes qui nous paraissent étranges. Mais si l'on saisit le sens de ces grouillements et la raison de ces actes, ils deviennent parfaitement ordonnés et explicables. La vie n'est pas tellement différente au Turkestan et en France, si l'on tient compte de quelques habitudes et préjugés superficiels.

« Et c'est une des beautés essentielles de ce livre, écrit encore Mirbeau, d'être universel par sa profonde humanité ».

Quant à Goha le Simple, certains diront l'idiote, son rôle apparemment fantaisiste est en réalité essentiel. Car c'est grâce à lui que le pittoresque se dépouille et que la couleur locale se dissout pour laisser apparaître ces vérités universelles.

Paul MORELLE.

L'Espagne libre " Actualité " — Collection dirigée par Georges Bataille (Calmann-Lévy, éditeur, 70 francs.)

Le recueil collectif consacré aux problèmes de l'Espagne sera précieux à consulter pour tous ceux qui sont désireux de s'informer d'une manière objective sur un grand peuple opprimé par un odieux régime. Signalons tout particulièrement les remarquables études de Jean Camp : « Le Passé et l'Essence de l'Espagne », d'André Camp « les grands problèmes espagnols », de Robert Davée : « L'économie espagnole et les crises politiques », de Guero Molares sur « les relations de l'Espagne républicaine et du gouvernement franquiste avec les puissances », dans la partie littéraire et artistique, la traduction du *Rétable de San Cristobel* de Garcia Lorca, le poème de W.-H. Auden, etc. Une curieuse

étude psychologique de Georges Bataille consacrée au sentiment espagnol de la mort clôt le recueil.

Les mérites de ces études et de ces textes rendent d'autant plus regrettable l'insuffisance pour ne pas dire davantage de l'étude consacrée par Roger Grenier à la question des « Partis et des hommes ».

L'auteur paraît ignorer ce qu'est le syndicalisme libertaire puisqu'il refuse toute espèce de doctrine à la C. N. T. Il s'imagine que le P. O. U. M. a disparu en tant que parti politique et il croit que le leader du régionalisme basque est l'homme le plus apte à faire l'union de tous les Espagnols (!)

Cette dernière affirmation ne paraissant pas motivée autrement que par la circonstance qui a permis à l'auteur de l'article de rencontrer M. Antonio Aguirre.

A. PATRI.

Toute guerre se fait la nuit, par Henri Pollès (Editions Gallimard.)

Il est dommage que ce livre ne soit pas bien écrit. Relatant celle d'Espagne, il aurait pu être, pour l'anarchie, l'équivalent de ce que fut l'Espoir pour le communisme : une chanson de gestes. Tel que, toutefois il est loin de manquer d'intérêt.

Pour qui sonne le glas et En avoir ou pas, par Ernest Hemingway (Editions Heineman et Zolana, Londres et Editions Gallimard.)

Le premier ne se résume pas ni ne s'analyse en quelques lignes. C'est vraiment l'épopée de la guerre d'Espagne. On ne peut que l'apparenter aux grands chefs-d'œuvre. Quand au second, il est comme la première partie d'une équation dont le tout se retrouverait dans « Pour qui sonne le glas ».

« Un homme seul, écrit Hemingway dans « En avoir ou pas », quoi qu'il fasse, est foutu d'avance. »

« Ne demande jamais pour qui sonne le glas, est-il par contre écrit dans le premier de ces deux livres. Il sonne pour toi. »

Ce qui revient à dire qu'un homme organisé avec son peuple, dans sa classe, quel que soient son destin et sa fin, est sauvé. C'est le cas pour Robert Jordan, héros de « Pour qui sonne le glas ». Ce n'est pas celui de Harry Morgan, d'« En avoir ou pas », qui finit misérablement d'une balle de mitraillette dans le ventre.

P. M.

JOURNAUX ET REVUES

Les Belles Lectures

Qui ne se souvient de la collection « Le chef-d'œuvre » essai de diffusion dans les masses, sous la forme de roman populaire des principaux chefs-d'œuvre de la littérature française et étrangère.

« Les Belles Lectures » reprennent actuellement cette idée, qui n'est pas une utopie, sous la forme d'un hebdomadaire comme on en voit beaucoup dans les kiosques. Mais à la place de la prose plate d'un sous-Machiavel de préfecture, ce sont les « Histoires extraordinaires » de Poe, le Lucien Leuwen, de Stendhal, « L'Enfant », de Vallès. Et ce sera demain Balzac, Dostoïevsky, Voltaire, Gorki, présentés par des personnalités politiques et littéraires de notre temps. Il y a déjà eu le général de Gaulle, Georges Duhamel et Léon Blum. A bientôt Maurice Thorez et Jean-Paul Sartre et bonne chance.

Fontaine

Dans son numéro de février, « Fontaine » publie un récit d'Henri Bosco, qui vient de rater le Prix Goncourt avec « Le Mas Théotime ». Ce récit reprend le personnage d'Hyacinthe, avec lequel Bosco avait forcé l'attention des critiques, à ses débuts et gagné l'estime littéraire d'André Gide. Dans le même fascicule, Maurice Merleau-Ponty, continue la série de ses articles commencée dans « Les Temps modernes », au sujet du marxisme.

P. M.

Les Frères Karamazov

d'après Dostoïevski

LA première représentation des Karamazov par Copeau, en 1911, est restée l'une des dates les plus importantes du théâtre français, et l'émotion et l'émerveillement qu'éprouva la génération de 1911, nous la retrouvons aujourd'hui, non pas tout à fait comme une surprise, mais comme un événement longtemps raconté, qui redevient enfin réalisé et dépasse toutes nos espérances. Nous, les jeunes, qui n'avons pas connu directement l'œuvre de Copeau, devons remercier son disciple, J. Barsacq d'avoir eu le courage de nous rendre cette œuvre si difficile, si terrible et si belle.

Il est bien évident qu'une pièce, même en cinq actes, même avec trois grandes heures de texte, même sans une réplique superflue, ne peut retracer tout entier l'immense roman de Dostoïevski, mais cette adaptation, faite dans un sens si parfaitement théâtral, nous montre avec évidence la vie nouvelle que prennent les personnages imaginaires incarnés, la force de conviction des paroles, portées par une voix vivante. Et chacun des mots prononcés sous la voûte du théâtre porte, car la pièce, foncièrement russe, avec ses chants, ses danses, ses icônes, ses troubles de conscience et de raison, est la plus étonnante, la plus moderne, la plus locale des réponses pour nos générations françaises de 1946, troublées, défaillantes, hors de tout espoir et de tout amour. Cette œuvre est une admirable leçon de courage et d'espoir. Une leçon! et pourtant que nous sommes loin des pièces à thèse, et comme tout est là humanité pure et problème vrai!

Ce qui nous attire d'abord, sans doute, c'est une conception noire de la vie, conception pessimiste, on dirait d'abord désespérée: le père Karamazov est un vieux « bouffon », menteur, ivrogne, débauché. Toute sa vie, du passé au présent, est un long tissu d'égoïsme, de lâcheté, de luxure. Il passe sa vie à trembler devant ses fils qu'il hait pour le mépris qu'ils lui témoignent. Dimitri, l'aîné, ancien officier, faible et instable, partagé entre les pôles du bien et du mal, et penchant sans cesse vers le mal, est capable de vol et dispute à son père, dans une lutte à mort, une prostituée, Grouchenka, qui les exploite et se rit d'eux. Ivan, le second fils, philosophe athée pour qui « tout est permis », jusqu'au crime, poursuit un rêve stérile. Alexis, le troisième, est une âme d'enfant, pure et rayonnante, mais qui se refuse à partager la vie humaine. Enfin, Smerdiakov, bâtard et laquais du vieux Karamazov, épileptique, haineux, va jusqu'au crime et au suicide.

Et pourtant, nous ne sommes pas en plein naturalisme, et il ne s'agit pas de montrer l'horreur pour l'horreur; l'œuvre ne finit pas là; elle commence à la minute où chacun de ces êtres, méprisables ou odieux, battus par une destinée impitoyable, se retourne, vous regarde, et où vous lisez dans ses yeux qu'il est un homme. Et ce sont autant de minutes poignantes où le silence monte soudain lorsque chaque être humain se confesse et s'explique: et, de même que le Père Zossima se prosterne devant Dimitri « à cause de la grande douleur qui est en lui », on se sent peu à peu pris de respect, de tendresse pour ces hommes, non parce qu'ils sont bons ou méchants, heureux ou malheureux, mais simplement parce qu'ils sont hommes. Et ce sentiment de tendresse, de solidarité humaine, c'est le grand, l'irremplaçable

message de Dostoïevski. Ce message, il est dans la bouche pure d'Alexis qui renonce au bonheur de son doux monde fermé, pour aller souffrir avec ses frères; il est dans la lutte éperdue de Dimitri pour ne pas tomber dans le gouffre sans fond qui l'attire; il est dans les larmes, dans les sourires, dans la confiance de Grouchenka; dans l'épouvante d'Ivan lorsqu'il comprend le danger de ses spéculations philosophiques, mises en actes et poussées à l'extrême par Smerdiakov; il est dans Smerdiakov, humilié à tuer par humilité à mourir; il est plus sensible encore peut-être dans cette extraordinaire minute théâtrale, où le vieux Karamazov, qui fait rire le public depuis un quart d'heure, de son repas, de sa beuverie, de sa luxure s'arrête, et, dans un silence de mort, demande: « Mais, dis-moi, Ivan, entre nous, Dieu existe-t-il? »

Et lorsque nous avons atteint le fond de la détresse humaine, que nous nous sommes heurtés et meurtris à la seule grande question sans issue: « Qu'est-ce que l'homme? et que faisons-nous sur terre? », le désespoir disparaît, et la réponse est là; chaque personnage cherche pour son compte le sens de la destinée humaine et répond à la question; aucun n'a tort ou raison, ils vont tous jusqu'au bout; seuls son vaincus le Père, qui est assassiné, et Smerdiakov l'assassin, qui se suicide; mais tous les autres malgré leurs souffrances, leurs doutes, leurs remords choisissent de vivre, et tout s'apaise et s'éclaire à la minute où ils ont décidé de vivre, suivant la formule d'Alexis, volontairement reprise par Dimitri inconsciemment ressaisie par Ivan: « Aime la vie tu en comprendras le sens. »

Et si nous sortons de l'Atelier avec un peu plus d'amour pour la vie, et le sentiment d'avoir compris quelque chose de plus, M. Barsacq et tous ceux qui travaillent avec lui peuvent se dire avec fier que leur courageux effort chaque soir répété, n'est pas vain. La troupe de l'Atelier joue avec une admirable cohésion. Il n'y a pas là d'acteurs isolés, mais une vraie troupe, dont le désintéressement et l'unité nous rappellent la troupe du « Old Vic » de Londres. Et je citerai cette réflexion frappante d'un spectateur: « Ils jouent si bien, avec un tel rythme, qu'on oublie qu'ils parlent français, et qu'on croit penser russe en les écoutant. » Maria Casarès, d'un geste, d'un tressaillement, d'une inonation, crée la plus vivante et la plus troublante des femmes, faisant un contraste parfait avec la distinction savante et cruelle d'H. Constant; P. Oella heureusement insoucieux des critiques, campe toujours avec autant de trulence que de finesse un personnage inoubliable, tandis que M. Auclair prête à Alexis une voix d'un timbre rare, émouvant et pur; Jean Davy, avec le personnage de Dimitri, si contraire à son tempérament réel, poursuit avec ténacité cet admirable travail de comédien, la conquête des rôles les plus opposés (quel chemin de M. Pepys à Créon, et de Créon à Dimitri!), ce travail qui devrait faire de lui un de nos plus grands tragédiens, interprète idéal de Racine et de Shakespeare; enfin, M. Vitold et J. Duvallois triomphent de façon éclatante des deux rôles les plus difficiles de cette œuvre difficile entre toutes: ils ont fait, depuis les premières représentations un progrès surprenant et supportent à eux seuls sans fléchir, le terrible dernier acte.

La dernière chance

SANS aucun doute l'un des deux ou trois parmi les meilleurs films que nous ayons vus depuis la libération.

Voici enfin l'œuvre d'un homme qui a quelque chose à dire, d'un créateur qui ne se contente pas de raconter une histoire, mais qui exprime des idées et traduit des sentiments en exposant une tragédie dont les résonances profondes vont droit au cœur des hommes.

Et, comme dans toute œuvre digne de ce nom, la réalisation n'est admirable que dans la mesure où elle est à la hauteur des idées qu'elle exprime, dans la mesure où la forme, loin de n'être qu'une plate illustration, domine constamment le fond, mais ne le domine que pour en extraire la plus haute signification, pour la grandir, la magnifier, l'amplifier.

On a dit que *La dernière chance* était un admirable « documentaire ». Et sans doute le film se présente-t-il à première vue comme tel. Les faits semblent rapportés directement, sans aucune transposition, sans mise en scène artificielle, et cet effacement en quelque sorte de l'auteur devant ce qu'il expose permet un style sobre, dépouillé, dont l'apparente simplicité fait ressortir davantage le grandeur de la tragédie.

Mais il ne faudrait pas s'y tromper. Cette représentation objective n'a jamais le caractère impersonnel du documentaire. Bien au contraire. Si les faits semblent pris à même la réalité, si les images montrent les choses telles qu'elles sont, la manière de présenter les événements, de les conduire, de les rapporter l'un à l'autre est profondément subjective. La composition des images dont pas une seule n'est indifférente, le choix des angles qui donne aux choses représentées leur sens exact, qui les précise et les prolonge en même temps qu'il accuse leur intensité dramatique, tout cela, non seulement révèle une personnalité authentique mais encore affirme un style, et des plus caractéristiques.

Il n'y a rien en effet, dans *La dernière chance*, qui ne soit calculé, concerté, organisé. La simplicité ici n'est jamais que le comble de l'art.

Mais la méthode est si claire, si limpide, l'art est tellement justifié, tellement adéquat à tout ce qu'il exprime, qu'il échappe à des yeux mal exercés. Le film ressemble à ces proses ciselées, travaillées, construites, dans lesquelles chaque mot occupe une place déterminée à la fois par le rythme et par la signification, une place que nul autre que lui ne saurait occuper sans que tout l'édifice en soit aussitôt ébranlé, et qui cependant paraissent si justes, si simples, si parfaitement évidentes que chacun peut avoir l'impression qu'il serait capable d'en faire autant.

Qu'il me suffise, pour définir ce style, de faire remarquer que le réalisateur ne présente jamais, au premier chef, les événements dans leur ensemble, dans leur totalité. Il les situe, les signifie, les caractérise tout d'abord par une foule de petits détails précis, incisifs, qu'il accumule et qui viennent alors se parfaire, se corriger mutuellement. Puis, peu à peu, tout en passant d'un

détail à un autre, insensiblement, le champ s'élargit et nous voyons enfin le fait tel qu'il est dans son ensemble, sa réalité vraie apparaissant comme le résultat de tous les faits annexes qui la composent.

De la sorte, l'ignorance de la signification globale de chaque détail ainsi représenté provoque la curiosité du spectateur et maintient son attention constamment éveillée. De plus, comme il montre chaque détail avant l'ensemble auquel il appartient, l'auteur montre toujours, dans le même temps, l'image émotive avant le motif d'émotion, l'effet avant la cause. L'ignorance de cette cause provoque automatiquement le réflexe et met le spectateur en état de réceptivité, celui-ci sollicitant inconsciemment et immédiatement la cause par besoin à la fois logique et psychologique de rétablir la filiation de cause à effet.

Ce procédé n'est pas nouveau. Il a été employé en mainte occasion par les grands cinéastes russes et par quelques grands metteurs en scène américains. Mais il semble que Lindberg l'ait érigé en principe, en ait fait la base même de sa dialectique, la clef de voûte de son style. Pour s'en convaincre il n'est que de voir *Marie-Louise*. Cette œuvre antérieure n'a certes pas la même envergure mais la « manière » est rigoureusement identique. Et ce style, adapté à un thème beaucoup plus banal, assez conventionnel même, a permis de le rendre vivant, sensible et vrai. L'histoire qui est terriblement sentimentale est exposée avec un tact, une délicatesse de touche, un art admirables. Le sentiment reste toujours humain, plausible, et l'auteur ne tombe jamais dans la sentimentalité qu'il effleure ni dans le mélodrame qui le guette. Dans *La dernière chance* enfin, le procédé est appliqué avec une telle nécessité, une telle précision, une telle subtilité surtout que, toujours justifié, il échappe en même temps qu'il convainc. Les idées, les sentiments, la tragédie, ne prennent une telle force, une telle grandeur que par l'effet de ce style même. Mais la forme toujours disparaît derrière ce qu'elle exprime. C'est du très grand art.

Prisonniers de Satan

CE titre un peu ridicule et mélodramatique cache une manière de chef-d'œuvre dont le titre original: *Le cœur pourpre* est celui d'une médaille décernée aux héros américains.

Réalisé par Lewis Milestone, l'un des maîtres du cinéma d'outre-Atlantique, ce film est un véritable tour de force. Tout se passe dans deux décors: le tribunal japonais devant lequel comparaissent les aviateurs et la geôle où ils sont retenus prisonniers. Et pas un instant nous n'avons l'impression d'être à l'étroit, ni le moindre sentiment d'immobilité. Le mouvement est constant. Il n'y a pas une seule image qui soit trop longue, pas un seul plan qui n'ait sa nécessité ou sa signification, pas un seul changement qui ne soit justifié. Et avec ça, très peu de déplacements d'appareil, travellings ou autres. Le dynamisme

(Voir suite page 24)

Régression sociale en Alsace-Lorraine

par Claude ROLDES

NUL n'ignore, aujourd'hui, la joie avec laquelle les Alsaciens-Lorrains ont fêté leur libération.

La joie? C'est d'ailleurs, bien peu dire quand on a connu cette exaltation, ce délire des foules qui nous accueillirent, au fur et à mesure de notre avance, à Mulhouse, à Strasbourg et à Colmar, pour ne citer que ces grandes étapes.

L'attitude de la population était telle qu'elle soulevait véritablement notre admiration. Point n'était question, en effet, des souffrances endurées, des ravages exercés par la guerre, des destructions, des morts, des déportés. Une seule phrase, un seul cri : « Enfin ! Vous voilà ! » Et la joie illuminait tous les visages. Nous étions ballotés, pressés, embrassés. Des drapeaux jaillissaient de toutes parts, flottaient, bientôt, parmi les ruines...

Mais la tristesse n'avait pas cours. On l'oubliait dans l'allégresse générale et l'espoir gonflait tous les cœurs.

L'espoir? Eh ! bien, oui, l'Espoir !

On ne savait pas trop lequel, mais, cela n'avait pas d'importance. L'opresseur nazi était battu, chassé, n'était-ce pas l'essentiel? Finie la menace ! Finie la contrainte ! On était libre ! On respirait...

La vie allait reprendre, vite, le pays s'organiser. On travaillerait, on reconstruirait... Et chacun de faire des projets, d'envisager l'avenir avec confiance...

Les mois ont passé. Plus d'un an, déjà ! Sans une plainte, l'Alsace et la Lorraine ont pansé leurs blessures.

Le travail a repris. Mais, on manque de tout, de crédits, de matériaux, de matières premières et tout marche au ralenti.

Marché noir ! Sarabande des prix. Les denrées se volatilisent, aujourd'hui. C'est la grande pénitence.

Un peu surpris, au début, nos camarades tentent de réagir, de s'organiser. Cela va s'arranger, pensent-ils. C'est une période de transition, mais, l'ad-mi-nis-tra-tion française intervient, tâillonne, avec ses lois, décrets et arrêtés paralysants ! Inutile d'insister, n'est-ce pas? Chacun doit s'incliner, subir son « nouveau » sort.

Et la surprise devient de plus en plus amère... Se peut-il que la France soit à ce point retardataire et rétrograde? Se peut-il que son actuel gouvernement, où siègent, en majorité, les partis de gauche, n'ait pas une politique plus compréhensive, plus hardie, plus « avancée »?

Les travailleurs d'Alsace-Lorraine vont en avoir une nouvelle preuve.

Lois sociales menacées

Ils bénéficient, depuis fort longtemps (1906) d'un régime de sécurité sociale soigneusement mis au point et qui leur confère des avantages infiniment supérieurs à ceux des travailleurs de l'« Intérieur », comme on dit là-bas. Qu'on en juge dans les grandes lignes :

Un assuré, son conjoint, ou l'un de ses enfants tombe-t-il malade? Il ne paiera ni médecin, ni pharmacien, ni frais, le cas échéant, d'hospitalisation. Tout cela est entièrement gratuit quelle qu'en soit l'importance. Pas de sortie d'argent, pas de gêne, par conséquent, dans le ménage (qui perçoit, en outre, une indemnité journalière), aucune démarche à effectuer, aucune perte de temps.

Le taux de la cotisation ouvrière? Deux pour cent seulement de plus que la cotisation française. Ce régime n'est-il pas séduisant? N'apparaît-il pas comme un beau rêve à côté, du nôtre? Et, qu'en pen-

sent nos travailleurs que le moindre accident plongé dans mille difficultés, des démarches interminables. On le devine aisément...

Ce que l'on comprend moins, par exemple, c'est l'attitude, observée devant ce problème, par nos législateurs et notre ministre du Travail, en particulier. Deux régimes, en effet, se présentent à leur choix. L'un, simple, pratique, qui a fait ses preuves et donne entière satisfaction. L'autre qui cherche encore sa voie, inextricable et décevant. C'est pour ce dernier que l'on opte. Triste conception, vraiment, du progrès et de l'amélioration du sort des masses laborieuses.

N'y avait-il pas là, pour nos grands partis de défense ouvrière, une merveilleuse occasion de redonner confiance aux travailleurs désabusés, de regrouper leurs forces? Mais cela, sans doute, leur est pas venu à l'idée.

L'heure est aux restrictions, n'est-ce pas? Alors taillons, rognons. Le sort des travailleurs? Qui s'en soucie, à l'heure actuelle? Ne sont-ils pas faits pour trimer « jusqu'à la limite de leurs forces » comme l'a dit Croizat récemment?

Ainsi, notre gouvernement apporte-t-il à tous les travailleurs d'Alsace-Lorraine le spectacle affligeant d'une politique de régression sociale. Ainsi, le camarade Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, promoteur de la loi nouvelle, apparaît aux yeux de tous les travailleurs, comme un singulier défenseur des avantages acquis par la classe ouvrière.

Plus qu'une erreur, en vérité, une lourde faute

L'émancipation de la paysannerie

(Suite de la page 15)

et fait sa force est le plus sûr garant du respect des décisions collectives.

Celles-ci portent en particulier sur le développement de la production nationale par l'octroi à l'Agriculture des moyens financiers, des machines et des engrais nécessaires, par la multiplication de coopératives d'exploitation et le remembrement des terres, donnant aux plus humbles cultivateurs la possibilité de travailler dans des conditions plus avantageuses et, partant, de soutenir la concurrence des grosses fermes industrialisées ; enfin, par la création de coopératives de répartition, d'arrivée à un approvisionnement plus judicieux de la population des villes. Ce dernier point montre combien la préoccupation des paysans organisés peut être différente de celle qu'on leur prête généralement et prouve qu'ils sont pleinement conscients de leur rôle social.

Au demeurant, les contacts de plus en plus fréquents qu'ils ont avec les représentants du syndicalisme ouvrier auquel appartiennent, pour la plupart, les ouvriers agricoles, affiliés à la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture (C. G. A.) et aux syndicats chrétiens (C. F. T. C.), font disparaître peu à peu la prévention réciproque qui nourrissait citadins et ruraux et préparent un climat favorable aux tâches essentielles que commande la situation présente et aux réalisations décisives qu'impose un proche avenir.

La C. G. A. a revendiqué toutes ses responsabilités. Elle a prouvé qu'elle était prête à les assumer, en parfait accord et en étroite liaison avec toutes les masses laborieuses, pour le mieux-être collectif de la renaissance économique française. Il y aurait manquement impardonnable à l'oublier...